

Chili : un dirigeant parle



tribune socialiste

Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié - n° 568 - mercredi 28 février 1973 - 2 F



POUR LE
SOCIALISME ET
L'AUTOGESTION

Directeur politique : Gérard FERAN.
Rédacteur en chef : Bernard LANGLOIS.
Secrétaire de rédaction : Gérard BOREL.
Collectif de rédaction : Robert DESTOT - Jacques FERLUS - Jacques GALUS - Gilbert HERCET - Jean-François MERLE - Jean VERGER.

Ont collaboré à ce numéro :
BAROU - Alain BENETEAU - CABU - Michel CAMOUI - Françoise CLAIRE - Nidal FALASTINE - Jean-Claude GILLET - P. LE BLANC - Jean LE GARREC - Daniel LENEGRE - Gabrielle RICHET.

Photos : A.F.P. (p. 11) - HUPER (p. 4, 15) - LEBRUN (p. 13, 14) - ROIG (p. 4) - D.R. (p. 8, 9).

Directeur de la publication : Jean LE GARREC.

Rédaction, Administration : 9, rue Borromée, PARIS (15^e) - 566-45-37

Publicité : Information 2000
Tél. : 285-05-43

Distribué par les N.M.P.P.
S. A. Imprimerie Editions Moriamé
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e
Tirage : 27.000 exemplaires.

7 JOURS DANS T.S.



Le 4 mars, jour d'espoir. Et pas seulement en France, bien sûr, mais aussi au Chili.

En France, une double chance se présente. La première est la possibilité concrète de faire reculer le pouvoir Pompidou, voire de le mettre à la porte. Les occasions de ce genre ne se présentent pas si souvent et c'est la raison pour laquelle tous nos camarades mènent une campagne si active. Si encourageante également ; car le nombre est considérable de ceux qui ont rejoint notre combat. Ainsi, la preuve est faite que c'est par le matraquage de l'information officielle que la réaction a maintenu son emprise sur le pays. Dès qu'une certaine liberté de parler, de se rencontrer existe, alors on voit apparaître la grande foule inconnue de ceux qui aspirent à autre chose et que le socialisme autogestionnaire proposé par le P.S.U. attire comme un avenir de liberté (p. 4 et 5). Que les 4 et 11 mars soient l'occasion de faire entrer un peu plus cet avenir dans le présent.

Car là est la seconde chance. La certitude est désormais acquise que le pouvoir Pompidou va reculer. Mais il faut que l'avancée soit celle du socialisme dont la France a besoin. Car dans les propositions des partis de gauche qui s'opposent à Pompidou, il y a bien des résurgences du passé. La chance qui se présente aujourd'hui est de renforcer le courant autogestionnaire, porteur de l'avenir socialiste de la France (page 3).

L'avenir socialiste de notre pays se joue aussi en partie le 4 mars au Chili. Car l'expérience Allende, avec ses lacunes, est une grande brèche ouverte dans l'emprise impérialiste; elle est même plus que cela, une tentative de construire une véritable société socialiste dans des conditions politiques voisines de celles que nous connaissons. C'est pourquoi notre solidarité avec les travailleurs chiliens dans l'épreuve électorale de dimanche est particulièrement forte : leurs grandes conquêtes sont menacées (pages 8 et 9) et notre espoir avec elles.

Défendre l'expérience chilienne lorsqu'elle est attaquée par la bourgeoisie et l'impérialisme est une nécessité évidente quelles que soient les divergences que l'on peut avoir avec la politique d'Allende. En revanche, il ne faut pas défendre n'importe quoi sous prétexte qu'on a eu l'impression passagère qu'un régime est sympathique; c'est ce que reprochent des camarades parisiens à Jean Verger pour l'article qu'il a écrit la semaine dernière sur l'autogestion au Pérou (page 10).

Israël, c'est pas le Pérou, mais les militaires de Jérusalem, c'est mieux encore que les militaires de Lima ! Mais cette fois-ci, comme l'explique Nidal Falastine (page 11), c'est trop. Non pas parce qu'il y a eu quelques dizaines de morts de plus dans un avion abattu (car combien y a-t-il chaque jour de victimes innocentes dans les camps palestiniens bombardés aveuglément) mais parce que la preuve est faite que le sionisme ne recule devant rien. Et s'il n'est pas absolument établi qu'il y a eu action délibérée, l'important n'est pas là. Il est que le sionisme continue d'attaquer par la violence, à la manière dont il a pris

place au Moyen-Orient. Le problème n'est donc plus celui du droit incontestable des Juifs à vivre quelque part mais celui des peuples arabes à se défendre contre la stratégie d'expansion territoriale du sionisme.

Exister, tel est finalement la volonté première de tous les peuples opprimés. En France aussi, car c'est bien le droit à l'existence qu'une centaine d'ouvriers tunisiens exigent en faisant la grève de la faim dans plusieurs églises de Paris (page 12). Droit que leur refusent la circulaire Fontanet et les autorités publiques qui ne veulent pas leur accorder de cartes de travail ou de séjour pour pouvoir mieux les soumettre et les exploiter.

Le procès de Peretti, maire de Neuilly, « aménageur » du quartier de la Défense, contre T.S. a eu lieu. Le jugement sera rendu le 6 mars. Mais tout n'a pas été dit puisque, comme le rapporte Gabrielle Richet (p.14), certains témoins importants se sont abstenus : Chalandon, Philippe Lemmet (cf. T.S. 566), pour ne citer qu'eux.

C'est d'ailleurs une manie des dignitaires du régime que de s'abstenir de répondre aux questions gênantes, ainsi Sanguinetti à Toulouse, dans le débat contradictoire qui l'opposait à Achille Auban, s'est-il dérobé en traitant d' « analphabètes » les paysans du Larzac... C'est que M. Sanguinetti lui, est un homme comme il faut...

Quelques consignes en guise de conclusion : le 3 mars, n'oubliez pas la souscription (page 16), le 4 mars, votez et faites voter P.S.U. (« une ») et le 5, si vous pouviez faire un abonnement à T.S...

Jacques GALLUS. ■

CALENDRIER POLITIQUE

1^{er} mars, ATHIS-MONS, avec Jean LA-FRACHE.

1^{er} mars : COGNAC, avec Gérard FERAN.

1^{er} mars : LONS-LE-SAULNIER, avec Tony DREYFUS.

1^{er} mars : PARIS-7^e, avec Christian GUERCHE.

1^{er} mars : SAINT-DIZIER, avec Alain RANNOU.

2 mars : COSNE-SUR-LOIRE, avec Christian GUERCHE.

2 mars : GENTILLY, avec Alain RICHARD.

2 mars : LANGRES, avec Jean LE GARREC.

2 mars : PROVINS, avec Pascal DORIVAL et Bernard LANGLOIS.

2 mars : 20 h 35 : Passage du PSU à l'ORTF (3 chaînes et France-Inter).

**2 mars - 20h35
nos 7 minutes
à l'ORTF
(3 chaînes et F. Inter)**

ABONNEZ-VOUS

Abonnement à servir à

M., Mme, Mlle (nom et prénom)

Adresse complète : Rue

N°

Ville

N° département

Je désire souscrire un abonnement de :

1 an (52 numéros) 60 F 6 mois (26 numéros) 35 F

Je souscris un abonnement de soutien :

1 an (52 numéros) 100 F 6 mois (26 numéros) 50 F

Avec votre abonnement de soutien, vous recevrez le livre « Des Militants du PSU », présenté par M. Rocard.

Je souscris un abonnement-diffusion (1)

1 an (52 numéros) 50 F 6 mois (26 numéros) 30 F

Abonnement couplé avec la revue bimestrielle « Critique Socialiste »

1 an 6 numéros « C.S. » 52 numéros « T.S. » 90 F

TRIBUNE SOCIALISTE, 9, rue Borromée, PARIS - C.C.P. Paris 5826-65

(1) Les abonnements-diffusion s'adressent à des lecteurs déjà abonnés désirant diffuser, à titre individuel, un ou plusieurs exemplaires du journal.

Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom

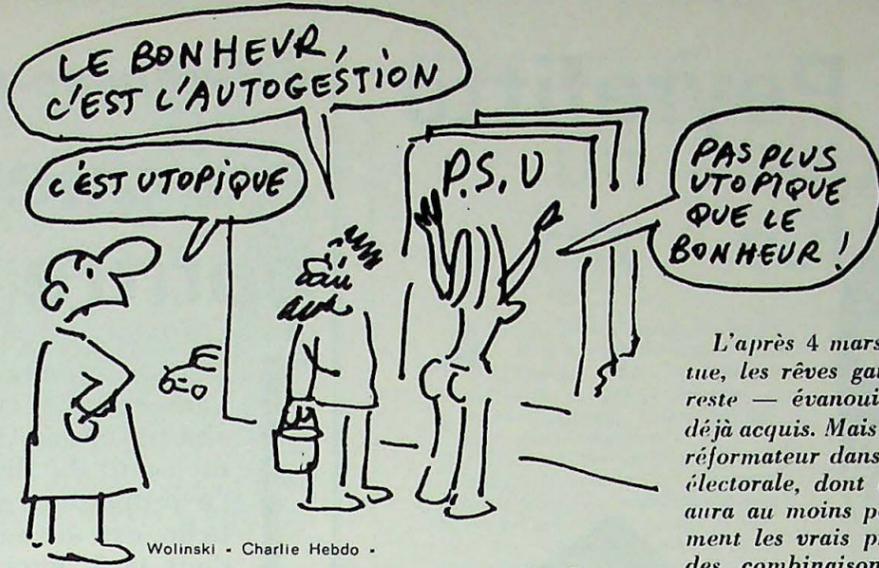
Prénom

Adresse

Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.
9, RUE BORROMÉE, PARIS-15^e



Wolinski - Charlie Hebdo -

DIMANCHE 4 mars, 20 heures. Le clou du grand cirque électoral va occuper la télé, les radios, les journaux : journalistes et « politicologues », ifopiens et sofsresseurs vont s'en donner à cœur joie... Le grand frisson. Vous entendrez chaque « leader » de parti retrouver dans les chiffres arrivant de chaque mairie de France, ses électeurs, ses espoirs et ses raisons de crier victoire. La politique telle qu'on nous la montre, en quelque sorte.

Nous l'avons déjà dit, nous le répétons : ces élections sont importantes. Parce que jamais autant qu'aujourd'hui, l'affrontement « gauche-droite » (dont tant de beaux esprits répètent qu'il est dépassé) aura pris le caractère d'un affrontement de classe, entre les possédants et ceux qui aspirent à prendre la parole. Parce que c'est l'occasion de porter un coup fatal au régime pompidolien, pâle survivance des prestiges du général. Parce qu'enfin des reclassements vont intervenir entre les forces du mouvement ouvrier, aussi bien entre les réformistes qu'entre les révolutionnaires.

Le 4 mars n'est donc qu'une étape. Après laquelle, comme disait un dirigeant du Front Populaire au lendemain de la victoire de 1936, « enfin les difficultés commencent ». Une étape vers la victoire du socialisme.

Lutant nous avons affirmé sans défaillance et en toute occasion que nous étions aux côtés des forces populaires dans la bataille électorale, autant nous disons, avec la même netteté, qu'il faudra choisir, le 12 mars, entre ceux qui pensent, comme le disait Pierre Juquin, du bureau politique du Parti communiste français, qu'il suffit de « prendre la même machine et de la mettre sur d'autres rails » et ceux qui croient qu'il faut changer et la machine, et la façon de la conduire...

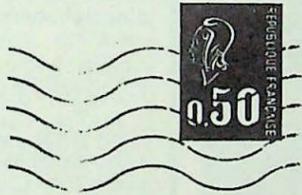
N'en déplaise aux bons apôtres de la « trêve électorale », les travailleurs montrent qu'ils ne s'en remettent pas aveuglément aux espérances d'un scrutin pour prendre en mains leur avenir. Des aiguilleurs du ciel — qui violent ouvertement la loi qui leur interdit le droit de grève — aux ouvrières du textile qui, déchirant leurs tickets de rendement, remettent en cause un des fondements de l'exploitation patronale, la preuve est faite que « contrôler aujourd'hui » n'est pas un vain mot d'ordre.

L'après 4 mars ? La majorité UDR battue, les rêves gaullistes — ou ce qu'il en reste — évanouis, tout cela est d'ores et déjà acquis. Mais la bourgeoisie a plus d'un réformateur dans son sac. Cette campagne électorale, dont le premier acte s'achève, aura au moins permis de poser publiquement les vrais problèmes : non pas ceux des combinaisons centristes-majoritaires, bien sûr, mais celui de la croissance, celui d'un régime qui ne repose que sur le mépris du peuple, celui de la spéculation immobilière, de l'aménagement des villes et des régions, des conditions de travail — un point commun à toutes ces interrogations : qui décide ? et pour qui ?

Et à cette question toute simple, la réponse passe, porteuse des espoirs de tous ceux qui veulent cesser d'être des sujets, qui veulent enfin être maîtres de leur destin. Oh, nous le savons bien, rien de tout cela ne sortira directement des urnes le 4 mars !

Mais la possibilité nous est offerte de réveiller la France, de remettre ce pays en mouvement, de redonner un contenu nouveau — celui du socialisme autogestionnaire — à l'espoir des travailleurs d'être libérés du joug de l'argent et son pouvoir. Cette chance, il nous appartient à tous de la saisir. Et qui aurait dit, il y a seulement six mois, qu'un bulletin de vote pourrait avoir autant de signification ?

Jean LE GARREC



● La grève de l'atelier 38 chez Renault

L'article paru dans TS du 14/2 doit être complété et rectifié. Une analyse plus précise du mouvement fait apparaître plusieurs points essentiels.

1° Le caractère exemplaire de la grève :

a) En raison des revendications et de leur formulation : tous les ouvriers d'un même atelier qui font un travail identique, doivent avoir le même salaire. Passage de la classe 8 maxi au coefficient 162 (soit une augmentation de 110 F par mois sur la base des 40 heures). Le caractère égalitaire de cette revendication et l'importance de l'augmentation demandée doivent être soulignés. Tout le système de qualification pratiqué chez Renault était menacé.

b) En raison des formes de lutte : grève illimitée, désignation d'un comité de grève comprenant syndiqués et non syndiqués.

2° Le succès partiel de la grève :

Cette grève des OS « presses » et des « cisailleuses » de l'atelier 38 faisait suite à celle des caristes du même département. C'est par l'intermédiaire des Cahiers de Mai que les revendications ont été élaborées, et c'est l'action de militants de la Ligue communiste qui a déclenché le mouvement. Les syndicats ont, dans une certaine mesure, pris le train en marche. Quant aux groupes révolutionnaires, dont le PSU, ils sont pratiquement tous intervenus (présence de militants ou sympathisants parmi les grévistes, diffusions de tracts, comité de soutien...).

Mais pour que la grève réussisse, il aurait fallu qu'elle s'étende, au minimum, aux autres ouvriers des presses, non seulement ceux de Billancourt (Dpt 12) mais aussi ceux des autres usines. Cette jonction n'a pas été faite. La grève était dès lors d'autant plus compromise que la Régie avait l'intention de faire effectuer le travail des grévistes à Flins. De plus, la direction a eu l'habileté de proposer la classe 9 maxi (et non le P1 F comme l'écrit TS) pour le 1^{er} mars 1973, soit environ 40 F de plus par mois. Or, la classe 9 maxi est la revendication traditionnelle des ouvriers des presses, si bien que, s'appuyant sur la satisfaction de celle-ci, la C.G.T. a pu bloquer toutes les velléités d'extension au Dpt 12.

3° Le comportement de la CGT :

Hostile aux revendications comme aux formes de la lutte, la CGT a eu une attitude attentiste, cherchant le moment propice pour pousser à la reprise du travail, s'appliquant à séparer les ouvriers du 38 et du 12. Les propositions de la direction lui ont facilité la tâche. Son action a été d'autant plus démobilisatrice qu'elle disait : « Vous obtiendrez tout avec le succès du programme commun ».

4° Le comportement de la CFDT :

Favorable à la création et au soutien du comité de grève, la CFDT est cependant restée assez effacée. Sa tâche d'ailleurs n'était guère facile : ses deux délégués immigrés du Dpt 68 n'ont pas été réélus,

certaines de ses militants ont donné la priorité aux groupes révolutionnaires dont ils sont membres plutôt qu'au syndicat, et enfin d'autres militants préparaient le congrès du syndicat CFDT Billancourt. L'information a mal circulé d'une usine à l'autre. Seule la CFDT de Flins a essayé, mais trop tard, de faire entrer dans la lutte les ouvriers des presses.

5° La pratique des militants révolutionnaires :

Les ouvriers du « 38 » ont eu l'impression d'avoir été trahis et ont repris le travail sans même passer au vote. Dans les groupes révolutionnaires (chacun voulant tirer un avantage de la lutte), on ne s'est pas vraiment donné les moyens d'aboutir : nous aurions dû préparer les ouvriers du « 38 », mais aussi les autres, à se battre pour le coefficient 162, car ceux des classes 7 ou 8 se contentent presque toujours de demander une classe supplémentaire. Dès le départ, il aurait fallu assurer la jonction avec tous les ateliers similaires (il y a près de 2.000 OS presses à la Régie) afin d'étendre la grève et empêcher que le travail ne soit effectué ailleurs.

Faute de considérer cette grève dans le contexte global de la Régie, on ne peut aller jusqu'au bout.

Dire ensuite « c'est uniquement la faute de la CGT ou même des syndicats en général », c'est tout simplement cacher ses propres faiblesses et erreurs d'analyse.

Les Militants de Billancourt

● Démocratiser l'école

Sil la démocratisation de l'école signifie d'abord l'égalité de participation des enfants de toutes origines socio-professionnelles, à l'école il est évident que la logique de cette politique doit aboutir à ce qu'à l'université, par exemple, on retrouve dans la composition sociale des étudiants, le reflet fidèle de la composition socio-professionnelle de la nation et non son reflet inversé comme aujourd'hui.

En clair s'il y a 50 % d'ouvriers, 15 % de paysans et 15 % de cadres dans le pays, il serait logique - démocratique - de retrouver à l'université 50 % d'étudiants fils d'ouvriers, 15 % fils de paysans, etc.

S'il n'est pas possible d'envisager immédiatement ces pourcentages, on devrait au moins pouvoir fixer des objectifs intermédiaires permettant d'atteindre, selon un rythme lui aussi à déterminer, l'objectif final.

Il s'agirait en même temps de préciser qui fixerait ces objectifs et ces rythmes ? Qui contrôlerait leur application ? Quels moyens financiers et pédagogiques différenciés seraient pris pour y arriver ?

Voilà ce que devrait signifier une « vraie » démocratisation de l'école dans le cadre capitaliste. Mais pourquoi ne l'envisage-t-on pas ouvertement ? N'est-ce pas reconnaître ainsi qu'à l'université bourgeoise la réussite de quelques-uns - toujours les mêmes - se fait au prix de l'échec du plus grand nombre ? Et que la finalité de l'école capitaliste est de faire en sorte que ce soient toujours les mêmes qui réussissent ?

Ce ne sont que des questions... ■

en battant la campagne

● contre Peyrefitte

Bernard Langlois, votre candidat PSU :



« Peyrefitte a pris ma place à la télé,



je viens prendre sa place à Provins. »

Connaissez-vous le comble du journaliste ? C'est d'être à ce point débordé qu'il n'a plus le temps d'écrire... C'est ce qui arrive à Bernard Langlois à qui « TS » a demandé un papier sur sa campagne contre Peyrefitte à Provins. Tout au plus a-t-il trouvé le temps de nous adresser son affiche

électorale (« c'est à la fois un militant du PSU et un travailleur licencié de son entreprise qui se présente aujourd'hui contre le député sortant, Alain Peyrefitte ») et quelques photos pour nous montrer qu'il pense quand même au journal...



● Pyrénées-Orientales :

en guerre contre l'armée

L'armée contre les paysans : on connaît surtout le Larzac. Mais en Occitanie, l'armée a également jeté son dévolu sur le massif des Corbières pour l'extension du camp de Rivesaltes (?). Le combat contre l'armée, l'expropriation des paysans et la colonisation de l'Occitanie est au centre de la campagne de Magny Gillet dans la 2^e circonscription des Pyrénées-Orientales.

Dimanche 18 février : un cortège d'une soixantaine de voitures traverse Perpignan jusqu'à Rivesaltes. De là, quelques centaines de personnes, appelées par une quinzaine d'organisations (dont le PSU, la Ligue communiste, le GARM), ont marché sur trois kilomètres face à une tramontane déchainée jusqu'à Espira de l'Agly, commune où 90 % des agriculteurs ont signé contre le projet d'extension dans le cadre de l'enquête d'utilité publique. Et quand les manifestants scandaient « Là où l'armée passe, le pays trépas-

se ! », il ne s'agissait pas que des terres : il y a deux ans, deux jeunes gens ont sauté sur une mine abandonnée par l'armée dans les Corbières (déjà utilisée pour les manœuvres : comme quoi le fait précède le droit...). Marche qui n'est qu'une étape dans la bagarre entamée — bagarre où les « grandes organisations démocratiques » ont jusqu'ici brillé par leur absence. Dans la forêt de Barrès où les paysans ont reçu des menaces précises, la section de Cerdagne — Capcio a organisé un débat à Mont-

● Toulouse (Haute-Garonne) :

Sanguinetti et les analphabètes

VENDREDI dernier : meeting Auban - Sanguinetti. Quand des paysans et des travailleurs prennent la parole... Sanguinetti leur répond : « J'en ai marre des discours d'analphabètes ! » et il quitte brutalement le meeting qui l'opposait à Achille Auban, candidat du PSU sur la 1^{re} circonscription de Toulouse.

Un militant ouvrier de l'Aérospatiale dénonce la répression et les atteintes quotidiennes aux libertés des travailleurs dans les entreprises de la région toulousaine : FIGA, MOTOROLA, AEROSPATIALE, certaines cliniques privées. Réponse de Sanguinetti : « Du moment qu'il parle avec un papier, c'est qu'il est communiste ! »

Ceci s'est réellement passé vendredi soir au Palais des Sports. Qui en a parlé ? Et pourtant, 2.000 personnes ont vu Sanguinetti acculé à se démasquer après une demi-heure de débats. Pourquoi ce représentant du capital, si familier aux débats entre ténors politiques, a-t-il été contraint de quitter la salle ? Tout simplement parce que la verve, fût-elle celle d'un député, n'a jamais réussi à repousser les accusations concrètes et précises des travailleurs. Lorsque ceux-ci parlent de leur exploitation quotidienne, le pouvoir ne peut répondre que par un silence méprisant ou par la répression.

la dérobade

Un délégué du comité de défense de la ZUP de Ranguel dénonce le scandale des dérogations dans l'immobilier, pour le seul profit d'un promoteur. Projet initial de 1961 : 87 appartements à l'ha (moyenne nationale : 38). Actuellement à Ranguel (et ce n'est pas fini) : 125 appartements à l'ha ! Absence totale d'équipements socio-culturels : l'assistante sociale la plus proche est à 3 km. Bien moins d'une place de parking par appartement. Réponse de Sanguinetti : « ... (silence) ... ». Réponse de la claqué UDR : « Ils ont même des voitures ! » Réponse du délégué : « Et nous avons même eu la faiblesse d'avoir des enfants ». D'où, 2.000 enfants pour 100 m² d'espaces verts.

la parole au quotidien

Sans grands moyens d'expression, comment le PSU, pouvait-il se faire entendre à Toulouse ? L'une des possibilités : un meeting. Non pas un meeting opposant deux personnes, mais une tribune permettant à des travailleurs de s'exprimer sur leurs luttes quotidiennes, face à un représentant du système capitaliste.

Achille Auban, porte-parole du PSU, a d'ailleurs très clairement précisé, dès le début, qu'il considérait Sanguinetti comme un adversaire de classe, et qu'il ne tomberait pas dans les pièges de l'anticommunisme sommaire tendus par l'UDR.

Sous la responsabilité du PSU, quatre personnes sont montées à la tribune, parler de leur exploitation quotidienne.

Un paysan du Larzac rappelle que l'armée expulse 52 familles et exproprie au total 103 exploitants. « Un paysan est juste bon, dit-il, à faire une liste sur les monuments aux morts, ou un bon petit manoeuvre exploité et sans qualification ». Mais, « le jour où les CRS entreront dans nos cours, ce n'est pas cent paysans mais 100.000 que vous aurez en face de vous ».

Réponse de Sanguinetti : « Je suis imperméable à l'indignation parce que ce n'est pas une vertu politique, mais des discours d'analphabètes, maintenant, j'en ai marre !... »

Et il quitte la salle.

Parmi les trois personnes intervenues sous la responsabilité du PSU, une seule était membre de cette organisation. D'autre part, au cours du débat,

BERNARD JAUMONT
DANIEL LENÈGRE
MICHEL ROCARD

Le marché commun contre l'Europe

Collection de poche Politique dirigée par J. Julliard volume simple

6F

Face au défi des "multinationales" la socialisme sera européen ou ne sera pas

B. JAUMONT
D. LENÈGRE
MICHEL ROCARD

Le marché commun contre l'Europe

Les élections arrivent, la politique étrangère s'en va. Trois dirigeants du P.S.U. expliquent pourquoi ils ne sont pas d'accord.

SEUIL

FRANÇOIS BORELLA

Les partis politiques dans la France d'aujourd'hui

Collection de poche Politique dirigée par J. Julliard volume double

7,50 F

F. BORELLA

Les partis politiques dans la France d'aujourd'hui

Histoire - Organisation - Effectifs Programme Résultats électoraux

SEUIL

en vente à la librairie de T.S.



PERPIGNAN : « Deux morts, ça suffit ! »

louis, centre d'entraînement des commandos de montagne pour le 24 février. Mais déjà : un militant a eu deux pneus crevés ; sans parler des échanges d'amabilités : « on va te faire la tête au carré ». Gageons qu'entre le colonel et le préfet (dont on dit, par ici, qu'il va peut-être sauter après les élections), le téléphone va fonctionner. Tout ceci entre 70 réunions dans les villages de la circonscription, un meeting à Perpignan avec André Barjonet, les collages, les distributions de tracts et les ventes de manifestes... Du pain

sur la planche pour les militants et la candidate qui porte les couleurs du PSU face à 7 autres candidats dont deux se réclament du courant révolutionnaire : un « catalaniste » (de moins en moins révolutionnaire et de plus en plus nationaliste au fur et à mesure de la campagne) et une Lutte ouvrière (que personne n'a vue, ne connaît et qui ne fait pas de campagne). Mais puisqu'il paraît que c'est nous les électoralistes...

J.-C. GILLET ■

• vos impôts du 12 mars...

Les impôts de M. Chaban-Delmas, l'affaire Dega ont été parmi les scandales qui ont le plus affecté la majorité ces derniers mois. Ces messieurs du pouvoir en ont tiré les leçons. De deux manières : d'une part en chargeant les fonctionnaires de la Direction générale des Impôts d'enquêter sur la situation fiscale de dirigeants de l'opposition et de leurs proches, d'autre part en donnant la consigne à ceux que l'on appelle « les agents du fisc » d'attendre le deuxième tour pour certaines opérations délicates... et coûteuses.

Dans un communiqué publié le 14 février, les syndicats de la D.G.I. se plaignent de ces pressions qui les transforment en agents électoraux de l'U.D.R. Bien entendu, rien de tout cela n'est consigné par écrit : il y a tellement de photocopieuses dans ces bureaux !

Correspondant. ■

sans que cela soit prévu initialement, une autre personne de l'assistance a demandé au PSU la possibilité d'exprimer à la tribune son point de vue, ce qui lui fut accordé. C'est un militant de la CGT et du PCF, intervenant en son nom propre, pour affirmer son adhésion au Programme Commun.

Et il est bon de savoir que quand le peuple prend la parole, et la garde, les Sanguinetti ne peuvent que se taire. Et sortir.

De bon augure pour le 11 mars.

Alain BENETEAU ■

• Debré à la Réunion :

3 h 12 mn d'ORTF...



Lors de son dernier passage à la Réunion, du 19 au 26 janvier, Michel Debré a usé et abusé de l'ORTF. En 8 jours, sur un total d'émissions d'« information » de 10 heures, il a disposé personnellement d'un temps d'antenne de 3 heures 12 minutes, sans même compter les reportages et commentaires des journalistes sur cette « visite officielle ».

L'essentiel de ses discours fut consacré à des attaques très virulentes de personnes de l'opposition sans que celles-ci puissent évidemment disposer du droit de réponse.

A l'heure où Debré s'appête à retourner à la Réunion pour y fai-

re sa campagne électorale, l'Union Générale des Travailleurs Réunionsais en France pose les questions suivantes :

1° L'ORTF va-t-elle encore une fois être exclusivement au service du candidat Debré ?

2° Les journalistes de l'ORTF, faisant fi de toute probité professionnelle, vont-ils encore une fois faire preuve d'une complaisance inimaginable à l'égard de ce candidat ?

Debré parle souvent de liberté et de démocratie alors qu'à la Réunion il refuse à l'opposition, quelle qu'elle soit, le droit de s'exprimer à la radio et à la télévision ■

un animateur dit "culturel"

A la suite de Jacques Bertin (T.S. n° 566) revenons à la charge sur l'animation - culturelle - Des - Alençon - , il en fleurit partout, hélas ! En Val-d'Oise, par exemple : Cormeilles, 15 km de Paris, 15.000 habitants, la ville dortoir de petits bourgeois — Une municipalité progressivement — confie la culture et les loisirs à un ancien représentant en apertifs et toujours représentant en U.D.R., C.D.R. et autres S.A.C. ... à ordures.

Donc, question culture, c'est le néant. Depuis deux ans, une prime pour les jeunes - un local - mille club - dont on a voulu limiter l'âge des adhérents et les sélectionner. On a refusé la venue d'adultes et des jeunes des communes voisines. Les jeunes refusant d'accepter ces mesures autoritaires, on a mis les scelles en présence d'un huissier. Septembre 1972 : réouverture sous la direction d'un - animateur - qui ne pense qu'au cheval et à la moto. En attendant des équipements... on fera des cours théoriques sur ces deux sujets.

Pour les jeunes qui n'ont que la rue pour distraction, et qui commencent à se réunir en bandes, on ne fait rien et du reste, qu'iraient-ils faire

activités qui les sortirait de leur ghetto.

Deux mois après sa nomination, le célèbre animateur s'envoie mais le club, dit la municipalité, fonctionne en permanence... Avec rien et avec qui ? (Un UJP à mi-temps...) ! A la porte du local maintenant on peut voir une affiche en faveur de la préparation militaire. C'est de la culture musclée ! Du reste la municipalité s'en donne à cœur joie de la culture musclée... ça y va aux grandes manœuvres, le maire préside un gala de boxe au profit de la Caisse des Ecoles — qui reçoit quoi ?

Comme à la télévision, on fait chanter la France à Cormeilles, avec des galas, vedettes à gros sous et vieux chevaux de retour. Cela coûte 2 millions d'A.F. à chaque fois... mais tout le - select - de la ville se retrouve en bonne compagnie de classe ! Ça c'est de la culture qui porte le label tricolore !

La culture qui aborde les problèmes de notre temps, vous savez, c'est dangereux et ça peut donner des idées...

F. CLAIRE ■

• opération carnivore

« La société est une plante carnivore... » Les habitants du quartier du Jardin des Plantes (rue Poliveau) s'en rendent compte depuis quelques mois, et surtout à quelques jours des élections, car les bulldozers s'activent : l'irréparable doit être fait avant le 11 mars, c'est plus sûr. Nous reviendrons la semaine prochaine sur cette opération immobilière — une de plus — en cours et contre laquelle s'est constituée l'Association pour la défense de l'annexe du Jardin des Plantes (15, rue Poliveau, Paris-5).



dans ce « mille club » où personne ne se pencherait vers eux et où aucun équipement ne permet des

ARVEL

ALPES DU SUD

MONETIER : Un beau village, l'une des stations les plus enneigées de France.

Par semaine, pension complète.

Hors vacances : 245 F.

Vacances de Pâques : 300 F.

ALPES DU NORD

SAMOENS : L'exposition nord des pistes assure un enneigement identique à celui des plus hautes stations savoyardes.

Du 10 au 24 avril, voyage compris au départ de Paris : 585 F.

ARVEL — 12, boulevard des Brotteaux, 69006 LYON

Tél. : (78) 52.56.48

PSU - DOCUMENTATION

Numéros disponibles :

N° 16 : Les travailleurs émigrés	1,00
N° 17 : Les fondements de l'exploitation capitaliste	1,00
N°s 22-23 : Sur le mouvement politique de masse	2,00
N°s 24-25 : La police dans la lutte de classes	2,00
N° 26 : Rosa Luxemburg : Grève de masse, partis et syndicats	1,00
N°s 27-28 : La crise du système monétaire international	2,00
N°s 29-30 : Nationalisation et révolution	2,00
N°s 31-32-33 : Les problèmes de l'emploi	3,00
N°s 35-36-37 : le PSU analyse l'accord entre le PCF et le PS pour un programme commun de gouvernement	3,00
N°s 38-39-40-41 : Les révolutionnaires et l'armée de la bourgeoisie	3,50

Abonnement, 20 numéros : 15 F

à TRIBUNE SOCIALISTE

9, rue Borromée
75015 PARIS

Paiement à la commande par chèque bancaire ou postal CCP TS 58.26.65 Paris.

● Sens : grève à la SEIMA

La SEIMA de St-Clément - Sens (Yonne) emploie 1.500 salariés, des O.S. pour la plupart, dont de très nombreuses femmes, ainsi que des Portugais. On y fabrique des accessoires en plastique pour automobiles en sous-traitance pour de grandes marques, notamment Citroën.

Il y a quelques mois un syndicat CFTC est venu s'implanter dans des conditions curieuses : sous l'impulsion de la maîtrise et de permanents nationaux CFTC parachutés. Ce syndicat fit alors de très nombreux syndiqués. La CFTC signa un « contrat de progrès » avec le patron, les avantages acquis représentant une enveloppe de 400 millions. Outre la CFTC, la CFDT avait quand même pu implanter un petit noyau d'une cinquantaine d'adhérents.

Une centaine de travailleurs, la totalité d'une équipe de nuit, sont en grève depuis le 19 février. Revendications : repos un samedi sur deux (en fait, nuit du samedi au dimanche) et réduction de l'horaire

de travail de 47 h à 44 h par semaine. Ces revendications représentent une enveloppe de 170 millions de francs supplémentaires. Le patron et la CFTC s'opposent à ces revendications. Les premières négociations se heurtent au refus total du patron et échouent. La grève se poursuit et se durcit, soutenue par l'UL-CFDT de Sens et par le syndicat Métaux CFDT de l'Yonne. Les grévistes, presque tous des Portugais, sont déterminés et très combatifs. De nombreuses cartes CFTC déchirées jonchent le sol. Les syndiqués CFDT sont déjà plus de 100.

Une A.C. des grévistes se tient dimanche 25. La grève continue, un comité de grève est élu, on décide d'essayer de faire débrayer toute l'usine.

La section de Sens du PSU (toute petite : 6 ou 7 militants) a déjà organisé des collectes et distribué un tract en ville pour informer et appeler à la solidarité.

Correspondant ■

● Fontenay-aux-Roses : "propriété privée"

Quatre jeunes travailleurs d'un foyer privé à Fontenay-aux-Roses sont menacés d'expulsion. Motif (non officiel) : ont voulu organiser un comité de résidents pour obtenir des garanties sur la sécurité et la liberté d'expression à l'intérieur du foyer.

Quand il y a quelques semaines, un résident a manqué de s'électrocuter en prenant sa douche, quand un couloir fut transformé, comme dit un de leurs tracts, « en canal vénitien », la protestation commença à s'organiser. On trouvait aussi un peu gros que le soir du réveillon, une résidente ait vu ses invités mis à la porte passé 22 h 30 !

Un comité est créé, il réunit une Assemblée générale : une liste de revendications est élaborée... Délégation au siège de la société « marchande de sommeil », la CFM (Compagnie foncière métropolitaine) : les délégués trouvent portes closes, mais des flics tout autour qui procèdent à des vérifications d'identité.

Profitant de la campagne électorale, les résidents interpellent les candidats : le député sortant UDR ne veut pas se mêler d'une affaire qui re-

garde la justice, le conseiller général communiste interviendra au Conseil général... à la prochaine session. Seuls les représentants de LO, du PSU et du PS les accompagnaient à une délégation, samedi 24, à la mairie de Fontenay-aux-Roses. Le maire (réformateur)

refuse de se mêler d'une affaire qui se passe dans « une propriété privée » (ben tiens !) mais révèle tout de même que le 6 février dernier, le propriétaire a reçu l'ordre de la commission de sécurité de la sous-préfecture d'effectuer sous huitaine des travaux dont les résidents n'ont pas encore vu la trace...

La bataille continue pour faire revenir le propriétaire sur sa décision avant le 15 mars.

J.-F. M.

● Alençon : un IMP en lutte

L'équipe de médecins et d'éducateurs de l'IMP de St-Germain, près d'Alençon, est en grève depuis 85 jours. Ils exigent la réintégration de deux médecins psychiatres licenciés sans préavis il y a 3 mois.

Dans un IMP, il ne s'agit pas de produire avec des machines mais de soigner des enfants. Mais dans toutes les entreprises les patrons sont les mêmes : ils font passer leurs intérêts avant la santé des travailleurs et leurs familles. Un licenciement, ça permet de se débarrasser de ceux qui dénoncent

cet état de fait. Les directeurs Lebris et Sevaux ne sont pas au bout de leur peine. Deux patrons contre deux médecins qui faisaient passer la santé des travailleurs avant le profit. Le personnel a choisi. Il a organisé un rassemblement de soutien à la lutte, le 24 février à Alençon. Le GITS (Groupe d'information des travailleurs sociaux) organise un meeting le 7 mars à 20 h 30, salle Mabillon, 3, rue de l'Abbaye, Paris (5) pour informer sur les luttes dans ce secteur.

Correspondance ■

● Dunkerque les gros bras de la CGT

Les 14 et 15 février, le service d'ordre de la CGT et du PCF du port de Dunkerque a montré ce qu'il entend par démocratie ouvrière. Le 14 février, ils ont rué de coups des diffuseurs de « Lutte Ouvrière » dont Denis Hamot, candidat de « LO » dans le Pas-de-Calais. Le 15 février, ils ont continué en frappant et en blessant trois militants parmi ceux qui venaient tenter d'expliquer et dénoncer une attitude contraire à la démocratie ouvrière. Denis Hamot souffre d'un traumatisme facial. Des dockers, communistes et cégétistes qui protestaient contre de telles méthodes furent frappés et injuriés.

La campagne anti-gauchiste du PCF laisse des traces profondes, même si par ailleurs le PCF proteste contre la suppression du droit d'antenne à la Ligue Communiste (ce dont nous nous réjouissons). Nous ne pouvons cependant que dénoncer les incidents de Dunkerque et nous solidariser avec Pierre-Jean Baret, candidat du PSU à Dunkerque quand, avec LO et la Ligue Communiste, il demande au PCF de respecter son programme sur la liberté d'expression, de manifestation.

Correspondance ■

● Esso-Ambès : pas raffiné ...

Depuis le 8-2-73, et pour une durée illimitée, les travailleurs de Esso-Ambès sont en grève. ILS REFUSENT : la réduction des effectifs et l'emploi d'une main-d'œuvre en location ; les heures supplémentaires abusives ; l'aggravation de leurs conditions de travail qui se fait au mépris de la sécurité dans l'entreprise.

ILS VEULENT : la revalorisation des classifications.

La solidarité s'organise. Parce qu'ils savent que cette lutte sera dure (Esso a les reins solides), les travailleurs ont frappé vite et fort :

— en arrêtant COMPLETEMENT la production ; en organisant la solidarité avec les autres raffineries du groupe (Port-Jérôme, Fos).

Cette solidarité, les travailleurs de la Shell à Pauillac l'ont manifestée en refusant de charger une quantité de fuel qui leur paraissait suspecte...

Pourquoi les partis se réclamant du Programme commun de gouvernement n'ont-ils pas encore soutenu cette grève ? Tout laisse penser qu'ils ne le feront pas : Bassens, commune voisine, qui a vu se dérouler un grève dure chez Michelin il y a quelque temps, compte une

municipalité PC-PS (programme commun). Or, il n'y a toujours pas de réaction de ces « élus qui défendent les travailleurs » quand... ils seront au pouvoir. Pourquoi ? Les réponses sont simples : les revendications des travailleurs de Esso-Ambès ne



sont pas des revendications « classiques ».

Mais il y a pire : le premier adjoint de Bassens, cadre dans l'entreprise de Esso-Ambès, militant du PS, est... NON GREVISTE.

Le PSU, pour sa part, soutient les travailleurs de Esso-Ambès en brisant le mur du silence et en obligeant la presse locale (Sud-Ouest) à parler de cette grève.

● CSF-Gennevilliers : la révolte des ATE

Le 7 décembre dernier, les agents techniques électroniciens d'un des deux centres de l'usine Thomson-CSF de Gennevilliers avaient remis à M. Angles d'Aurillac, directeur technique de l'ensemble du groupe, une pétition où ils s'inquiétaient de l'avenir des télécommunications et en particulier des études qui leur étaient confiées...

Le 14 décembre, à l'occasion d'une journée d'action CGT-CFDT, une plate-forme revendicative est élaborée, discutée, les 24 décembre et 24 janvier, avec la direction locale de Gennevilliers qui refuse sur tous les points. Le 30 janvier, les agents techniques électroniciens entament, après consultation générale, une grève de 1 à 2 heures par jour, jusqu'à satisfaction des revendications.

Les revendications portent sur trois points importants : l'har-

monisation des différentes catégories au coefficient des A.T.E., le rattrapage des salaires par rapport aux autres catégories (150 F pour tous) et la fixation de salaires minima par catégories tendant à être insérés dans une grille hiérarchique unique, et enfin la suppression de l'examen obligatoire pour le passage dans les catégories supérieures (agent technique principal).

La direction générale et la direction locale se renvoient la balle, évoquent la possibilité de « rallonges » pour le mois de mars. Quand le montant est débattu, cela provoque la réaction suivante des A.T.E. : une manifestation dans l'entreprise aux cris de « Rallonges, pièges à cons - ! »

A noter particulièrement : l'élection démocratique du comité de grève en assemblée générale comprenant des représentants élus de chaque laboratoire et d'un représentant de chaque organisation

syndicale. Un échec pour l'instant : le refus de la CGT d'étendre le mouvement aux autres centres — et notamment à l'autre centre de Gennevilliers — bien que les revendications soient rigoureusement du même ordre. Néanmoins, il commence à démarrer à Malakoff et à Bagnoux. Correspondant ■

Renault : Après le « 38 », le « 34 »

DERNIERE MINUTE. — L'atelier « 34-coton » de Renault-Billancourt est en grève depuis lundi 26. Les 80 ouvriers spécialisés de cette section qui est seule à fabriquer des garnitures-habillage, réclament notamment : la qualification P1 pour les conducteurs de machines et les scieurs ; une prime de chaleur pour les travailleurs des fours ; le doublement de la prime de poussière ; l'amélioration des conditions d'hygiène et de sécurité.

Un comité de grève a été élu. Une partie de ses membres accompagnés de délégués syndicaux ont été reçus par la direction. ■

TRÈS VITE DE PARTOUT

● NOTATIONS BRULEES.

La semaine dernière, les infirmières de l'hôpital de Strasbourg ont brûlé publiquement leurs notations. Au directeur, elles ont remis une couronne mortuaire « à la mémoire de leur chère notation défunte ».

● LOI ANTI-GREVE REMISE EN CAUSE.

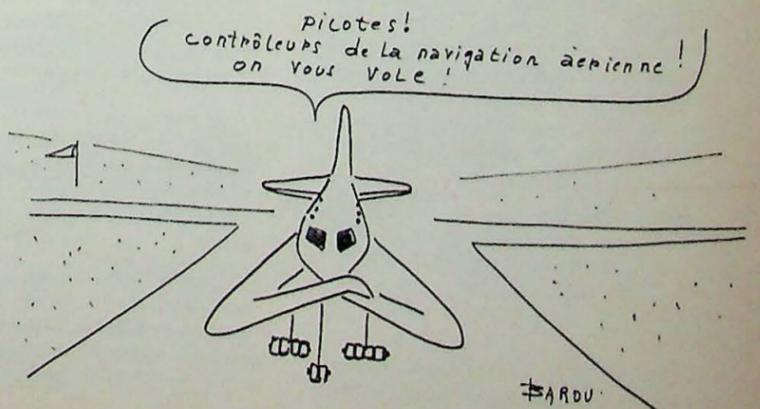
Les aiguilleurs du ciel réclament non seulement un relèvement de leur salaire (passage accéléré d'un indice à l'autre) mais aussi l'abrogation de la loi de 1964 qui leur a retiré le droit de grève. La presse écrite et parlée pleure davantage sur les P.-D.G. privés de leurs avions que sur les grévistes de la COFRAMAILLE, des Ateliers de La Ciotat, etc. A l'entendre dimanche soir et lundi matin, on aurait pu croire que les congés scolaires à la neige s'étaient faits au moyen de l'avion. Un amalgame grossier qui sert bien les P.-D.G...

● ENCORE DES DISSOUS.

« Ras-le-bol », ont protesté à leur tour les membres de l'équipe de France (hommes) de ski. Transformés en panneau publicitaire, ils se disent que la contre partie en argent ne fait pas à elle seule le bonheur, même si le magot est gros pen-

dant quelques mois, au mieux quelques années.

La « virilité » du ministre (dit des sports), Comiti, est venue renforcer leur rancœur. Sursaut de dignité : ils ont refusé de défiler un à un devant leurs patrons. Il fallait le faire quand on sait le prix de l'obéissance...



Giscard se place...

V. Giscard d'Estaing est, mardi 20 février, entré dans l'arène contre la gauche. Jusqu'ici silencieux, le ministre des Finances a laissé les Peyrefitte et autres Debré s'épuiser en déclarations hystériques ou mystiques. Il a laissé la campagne de la majorité — surtout celle de l'UDR — s'enliser dans des chemins contradictoires. Et puis, il a laissé M. Ceyrac parler et se prononcer clairement. Aussi clairement que M. Pompidou : il y a la gauche — qu'il faut à tout prix empêcher de gagner — et puis les autres. Sur les autres, on ne sera pas regardants : côté « réforme », l'alliance est presque acquise. Côté extrême-droite et fascisme renaissant, les problèmes seront minces. D'aucuns pensent même qu'il sera difficile de déterminer la composante la plus à droite de la future majorité comme ils se la souhaitent...

V. GISCARD D'ESTAING a donc parlé. Il a tous les feux verts qu'il pouvait souhaiter. Son passage en vedette est sur orbite. Il a, avec l'aisance factice que donnent l'Ecole des grandes familles bourgeoises et l'habitude tôt ancrée de fréquenter les sérails et les allées du pouvoir, avec l'agilité intellectuelle de ceux qui ne croient à rien, sinon au profit ou à eux-mêmes, avec la morgue de ceux qui n'ont jamais eu faim ou qui n'ont jamais désespéré de la vie, « démontré » que la venue au pouvoir d'un gouvernement de gauche mènerait le pays à la catastrophe.

Ce numéro-là, nous le connaissons, et il ne nous impressionne plus. Celui que « le Canard enchaîné » affuble du sobriquet de « sa suffisance » a redit ce qu'il a déjà dit devant d'autres cercles, d'autres clubs, d'autres aéroports. La croissance du produit national en France est très forte, elle repose en grande partie sur les exportations, lesquelles sont liées au Marché commun, car la venue au pouvoir de la gauche ferait peser sur l'économie de telles contraintes et de telles charges que cette croissance serait rompue et conduirait à l'inflation et au chômage. Par-dessus tout, il a fait valoir que le choix de société qui sera liée à des mesures comme les nationalisations aurait pour effet de briser les ressorts d'une société libérale, en remettant en cause les droits de propriété et la libre entreprise qui est son corollaire. La France serait donc livrée à une politique rétrograde de nationalisations ruineuses, de fermetures des frontières, de restrictions sinon de suppression des libertés... On pouvait compter sur Valéry Giscard d'Estaing pour brosser un tableau nuancé, chiffré, qui a l'implacabilité des sentences imbéciles d'un maître lorsque les élèves ne s'avisent pas de lui répondre. François Mitterrand, lors de son débat avec le ministre des Finances, a constamment eu cette attitude de soumission devant l'Expert, à qui il aurait presque proposé un portefeuille de technicien dans un futur gouvernement de gauche où ses « compétences » — dit Mitterrand — seraient « précieuses ».

les mirages du « grand commis »

Nous disons, nous, que la science de M. Giscard d'Estaing est une baudruche qu'il faut dégonfler. Parce que, de coup en coup, cet homme-là pousse ses pions et qu'il est dangereux. La science de l'économie s'appelle l'économie politique, et les militants savent bien qu'il n'y a plus qu'une suite

d'économistes : ceux qui justifient le pouvoir du capital. Les autres sont les militants. L'économie qu'ils pratiquent est peut-être moins « sérieuse » ; ou moins brillante — et encore, c'est à voir ! — c'est pourtant celle du peuple. Elle consiste à partir des besoins et des désirs et non du profit, comme un but à atteindre quoi qu'il arrive.

La compétence de M. Giscard d'Estaing, à supposer qu'elle existe (mais c'est aussi une notion que nous devons combattre), n'a jamais joué qu'à sens unique. Fils de la grande bourgeoisie, il l'a servie fidèlement, avec l'élégance qui ne peut s'apprendre que dans les salons lambrissés du 16^e arrondissement. Il ne s'est jamais remis en question, promis qu'il était dès le berceau aux plus hautes responsabilités, aussi inexorablement que certains fils d'ouvriers sont promis à la chaleur des hauts-fourneaux leur vie durant... La servilité de son engagement, il a su la masquer : c'est parce qu'il voyait, peut-être mieux que d'autres (en particulier le patronat) l'intérêt bien compris de la classe dirigeante : le plan de stabilisation de 1964-1965 en témoigne, réalisé contre la volonté explicite du CNPF de l'époque. Grand commis du capital, Giscard aspire aux plus hautes fonctions et voilà que le rêve, pour lui, se matérialise. Le vide du camp conservateur, le feu vert de Pompidou, l'encouragement de Ceyrac, tout lui dicte de frapper un grand coup. Il dépend en partie de nous — mais oui — que ce coup soit donné dans le vide. Lundi 26 février, Michel Rocard a répondu devant la presse à M. Giscard d'Estaing. Il a montré que les hypothèses économiques du ministre des Finances sont beaucoup moins favorables qu'il ne veut bien le dire ; il a expliqué que le maintien au pouvoir de l'actuelle majorité aurait des effets déplorables tant sur la conjoncture immédiate qu'à long terme, en fonction des choix de civilisation et des priorités de croissance choisis. Que le sort des travailleurs s'en trouverait aggravé, et d'une manière irréversible. Le 26, Michel Rocard, au nom du PSU, a piqué son clou dans la baudruche. Et l'on verra, un jour, celle-ci se dégonfler.

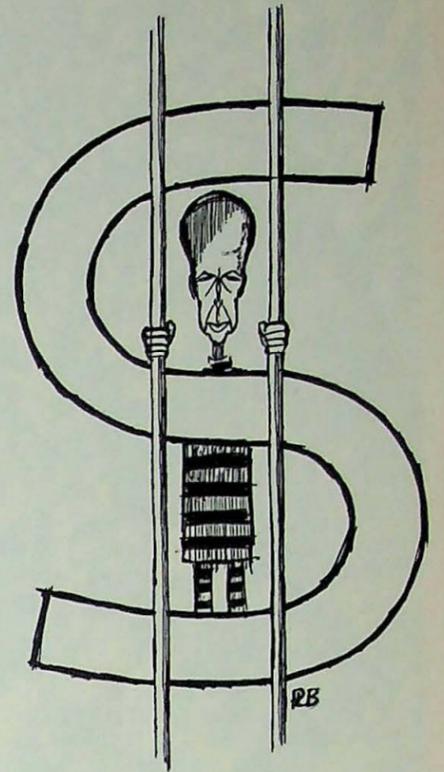
Cette conférence de presse a été aussi l'occasion pour le PSU de dénoncer la manœuvre grossièrement électorale du CNPF, lorsqu'il décide d'ouvrir avec les syndicats des discussions sur les conditions de travail... ceci à moins d'un mois des élections. Le patronat s'apercevrait-il donc, en ce mois de mars, que les cadences sont infernales, la condition des femmes intolérable dans certaines entreprises, le travail à la chaîne aliénant ? Que non ! Ce sont des méthodes qu'il

utilise depuis très longtemps. Alors, pourquoi ?

La réponse est assez simple, hélas ! La ferme déclaration du CNPF, il y a deux semaines, contre le Programme commun, cette « première » en matière d'engagement politique explicite du patronat, a finalement fait plus mauvais effet qu'il n'était nécessaire. Il semble que Ceyrac ait voulu lancer un avertissement à ses plus zélés serveurs (UDR et ses alliés). Mais, comme il ne faut pas trop les « mouiller » ni leur couper l'herbe sous le pied, il a lancé ces discussions sur les conditions de travail, sachant parfaitement que c'est là la pierre qui manquait à l'édifice des « réformistes » de la majorité : car ce n'est pas tout de démontrer que rien n'est possible en dehors d'eux, encore faut-il avoir un projet, si limité soit-il. Alors, puisque tout le monde est d'accord sur la croissance et que seules les conditions de travail et de vie sont en question... que M. Giscard d'Estaing ramasse au vol cette proposition, qu'il se fasse, grâce à elle, le chantre d'une « économie de concertation » et le tour est joué. Entre représentants du capital, il faut s'entraider...

le piège du « technicien »

On avait déjà vu tout un patronat « moderniste » (type Riboud) lancer « l'enrichissement des frontières ». M. Edgar Faure a parlé, à Bruxelles, d'une « suppression progressive du travail à la chaîne ». Le CNPF parle à présent « d'améliorer les conditions



de travail ». Qui peut croire qu'il le ferait si ses profits sont en jeu ? Qui peut croire qu'il n'y a pas, derrière cette proposition, une volonté d'intégration que préparent les projets sur la « participation » et l'intéressement...

Le piège est tendu pour les travailleurs, leurs organisations syndicales. Giscard d'Estaing s'est à présent chargé d'en refermer les mâchoires. Croissance, liberté, « humanisation des tâches »... De quoi remplir les urnes ?

Mais, si ces mâchoires se refermaient sur des urnes vides de bulletins majoritaires ?

Si le mythe Giscard s'effondrait ? On n'ose pas y penser... Un ministre des Finances sans technicien !

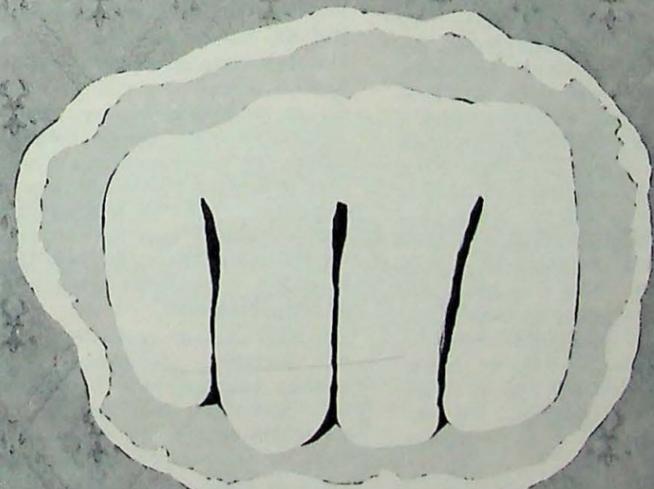
Et les travailleurs, qui s'en passerait ?

Daniel LENEGRE. ■

gulliver

FORUM DES LETTRES, DES ARTS ET DE LA VIE QUOTIDIENNE

L'IRRUPTION DU QUOTIDIEN
par FRANÇOIS MITTERRAND
POUR UNE VILLE SOCIALISTE
par MICHEL ROCARD



MICHEL LEIRIS: DESTIN DE RAYMOND ROUSSEL
AU PURGATOIRE AVEC MARGUERITE YOURCENAR
QUAND LE ROCK N'ETAIT PAS DEGENERE

à retourner à INFORMATION 2000
32, rue Le Peletier, 75009 PARIS.

Nom : Prénom :

Adresse :

Veuillez m'envoyer sans engagement de ma part un numéro de GULLIVER.
Ci-joint 2 F en timbres-poste pour frais d'envoi.



“POURQUO

Après le Pérou (voir « TS » de la semaine dernière), Jean Verger s'est rendu au Chili où des élections législatives auront lieu le 4 mars également, au moment même où les Français auront aussi à se prononcer sur leur avenir.

Plus que jamais, dans la France électorale, l'« expérience chilienne » se trouve au centre du débat politique. Pour les SAC et autres CDR, c'est un épouvantail. Rien d'étonnant. Pour le PC et le PS, elle sert quelquefois de référence, de réclame en quelque sorte. Mais alors, le plus souvent, avec une certaine prudence. Pas étonnant non plus. Le socialisme chilien s'engage en effet résolument sur la voie révolutionnaire comme nous le montre Jean Verger et Jorge Mac Ginty qu'il a interviewé. ■

● Entretien avec Jorge Mac Ginty, membre du bureau politique du parti socialiste chilien

● Jean Verger. J'arrive au Chili et je suis immédiatement frappé par les difficultés d'approvisionnement de certains biens de consommation courante (largement amplifiées par la presse bourgeoise occidentale), par la spéculation, le marché noir, et l'inflation, corollaire monétaire de cette situation; tous les partis de gauche mettent l'accent sur la lutte contre les accapareurs et les spéculateurs, mais quelles sont les causes profondes de ces difficultés ?

— Jorge Mac Ginty. Je dois te dire tout d'abord qu'il n'y a pas de rationnement ici au Chili. Mais le Parti socialiste pense qu'il faut s'engager dans de très brefs délais dans une politique de rationnement et de contrôle, qui mettrait toute la population sur un pied d'égalité.

Nos difficultés actuelles sont le produit du changement intervenu en septembre 70 par l'arrivée de Salvador Allende à la présidence de la République : entre le moment où Allende a été élu par le suffrage universel et le moment où il a été désigné par le parlement, se sont écoulés soixante-dix jours, qui ont été mis à profit par les entrepreneurs, par la bourgeoisie, par les Américains pour créer une situation de chaos : la panique a été organisée, les dépôts dans les banques qui étaient de 900 millions d'escudos en septembre, sont passés en novembre à 100 millions ! Les neuf dixièmes des dépôts ont été retirés et sont passés en grande partie à l'étranger.

Les entrepreneurs ont cherché dans le même temps à suspendre la production, dans l'espoir d'une intervention de l'armée. On peut dire ainsi que la cause de nos difficultés actuelles (marché noir, spéculation) est due à l'opposition consciente et déterminée de la bourgeoisie — qui contrôle encore une grande partie de l'économie — au développement pacifique du régime du président Allende. Une autre raison de nos difficultés est externe, elle est caracté-

risée par ce que nous appelons le « blocus invisible » c'est-à-dire la coupure des crédits à l'importation réalisée par différents gouvernements sous la pression des Américains et qui nous empêche d'acheter certains équipements ou pièces de rechange. On peut dire que le problème de fond posé par nos difficultés est le suivant : entre l'ancienne classe de capitalistes à la solde des Américains, et la nouvelle classe qui monte, le nouveau gouvernement se trouve dans une situation où l'économie est encore dominée par la bourgeoisie qui, évidemment, sabote tout ce qu'elle peut : la question du pouvoir n'est pas encore résolue.

● Pourtant le secteur dit de la « propriété sociale » s'étend et représente une part importante de la production ?

— Il faut considérer que les changements intervenus au niveau des grandes entreprises (nationalisations et mises sous contrôle ouvrier) datent seulement de la fin de l'année 1972 : on ne peut pas attendre d'une période aussi courte, des résultats immédiats.

● Revenons aux problèmes de la spéculation : quelle est l'attitude actuelle de l'Unité populaire et de ses composantes face aux accapareurs et aux spéculateurs, et quels sont les moyens d'action proposés ?

— Il y a eu une grande mobilisation des classes travailleuses à propos du contrôle de la distribution, et cela essentiellement à partir du mois d'octobre dernier où entrepreneurs et commerçants ont déclenché une grève de grande envergure (45 jours) destinée à faire tomber le gouvernement.

Sur ce thème du contrôle, il y a des différences d'options à l'intérieur de l'Unité populaire : nous autres socialistes, nous pensons qu'on ne peut régler le problème de la spéculation qu'en généralisant le contrôle popu-

Santiago - 17 février.

○ UI, les queues existent pour certains articles comme l'huile, les cigarettes, ou le dentifrice. Mais on est loin de la disette. La bourgeoisie, dans la campagne électorale qui bat son plein, utilise avec hystérie la majorité des journaux qu'elle contrôle pour jeter son venin sur les partis ouvriers et leurs alliés, grossir les difficultés de la vie quotidienne, calomnier et calomnier.

Mais les ouvriers du « cordon industriel » de Santiago contrôlent les entreprises, les habitants des « Poblaciones », s'organisent, les jeunes ouvriers, lycéens, étudiants, soutiennent le programme de l'Unité populaire et ne sont pas prêts à céder au chantage. Malgré l'attitude opportuniste du P.C. chilien qui voudrait rendre aux patrons la centaine d'entreprises importantes contrôlées depuis la « grève » d'octobre. Les ouvriers, appuyés par le parti socialiste chilien, le M.I.R., et l'ensemble des groupes d'extrême-gauche (MAPU, gauche chrétienne, etc.) ne restitueront pas les entreprises, et ne céderont pas au chantage électoral et continueront leur lutte quel que soit le résultat des élections du 4 mars !

Le Chili aujourd'hui est coupé en deux camps, hostiles, irréductibles : la grande bataille, la vraie bataille qui s'engage aujourd'hui, est celle de la distribution et de son contrôle. Les « J.A.P. » (Comité d'approvisionnement populaires) se mettent en place et traquent les spéculateurs et les accapareurs. Un élargissement de ces comités, leur coordination, la prise en main du contrôle de la distribution par les travailleurs et les ménagères,

aboutiraient à l'élimination du dernier moyen dont dispose la bourgeoisie pour mener son combat d'arrière-garde.

Le 15 février, pour la première fois, on a vu au Théâtre municipal de Santiago le MIR participer à côté du PC à un meeting en hommage à Camilo Torrès ; ce meeting organisé par la gauche chrétienne a permis à celle-ci de mettre en avant des mots d'ordre ultra-révolutionnaires !

Le 5 février, dans le stade de Santiago, plus de 100.000 travailleurs participaient au grand meeting central de l'Unité populaire.

Un des faits marquants de la situation actuelle au Chili, en dehors de la mobilisation populaire concrète (contrôle ouvrier dans les usines et les exploitations agricoles, JAP, conseils communaux véritables embryons de soviets locaux) est le soutien apporté par le MIR au Parti socialiste, au MAPU et à la gauche chrétienne dans la campagne électorale.

Le PC chilien reste isolé dans ses tentatives de freiner le processus révolutionnaire et dans sa folle tentation (mais oui) de préparer les conditions d'une alliance avec la Démocratie chrétienne.

Le plus intéressant, le 4 mars, ce sera le décompte proportionnel des voix au sein de l'Unité populaire. Mais ces élections ne seront qu'une simple péripétie : il n'y aura pas de répit pour la bourgeoisie chilienne.

L'interview du camarade Jorge Mac Ginty, membre du bureau politique du Parti socialiste chilien, qu'on lira ci-dessous, est sans équivoque : la fameuse « voie chilienne » est celle de la révolution !

SALVADOR ALLENDE. La fin du statu quo...

... NOUS VAINCRONS"

e Ginty

que

laire sur l'ensemble de l'appareil de distribution. Il s'agit là d'une politique de classe. Il faut nationaliser tout le secteur du grand et du moyen commerce et contrôler effectivement, le petit commerce.

• Dans les récentes opérations de contrôle populaire, n'y a-t-il pas eu d'affrontements entre la classe ouvrière et la police ou la justice ?

— Distinguons le problème de la police et celui de la justice : la justice est un corps réactionnaire, défenseur sans condition de la classe bourgeoise, qui s'est placée sans condition, d'une manière militante, du côté de la réaction.

En ce qui concerne la police, il n'y a pas vraiment eu d'affrontements sérieux depuis deux ans avec le gouvernement populaire : bien entendu la bourgeoisie essaie de se préparer à un affrontement. Cet affrontement aura lieu...

• Comment l'Unité populaire voit-elle les élections du 4 mars ? Salvador Allende a dit que l'Unité populaire aurait 40 % des voix, soit mieux qu'en 1970 ?

— C'est en effet une perspective très réaliste. Nous avions en 1970 36 %. Aujourd'hui 40 % serait un grand succès en tenant compte des difficultés de la vie quotidienne, attisées par la réaction.

• Le Parti socialiste, au sein de l'Unité populaire, bénéficiera-t-il d'une poussée plus forte ?

— Au cours des dernières élections municipales le Parti socialiste avait largement devancé le Parti communiste...

• ... Et pourtant le Parti socialiste a des positions plus à gauche que le Parti communiste...

— Justement, c'est pour ces raisons que le Parti socialiste maintiendra son avance.

Par rapport au Parti communiste nous avons maintenu fermement nos positions. Dans une lettre ouverte au Parti communiste, notre secrétaire général Altamirano a rappelé que l'existence de deux partis ouvriers au Chili reposait non pas sur des différences « personnelles », mais sur des conceptions différentes de la lutte de classes.

En gros, nos divergences actuelles avec le PC sont les suivantes : nous pensons, nous socialistes, que la réalisation du programme de l'Unité populaire doit reposer sur l'extension du « secteur de propriété sociale » en concevant cette extension d'une manière dynamique, liée aux luttes des travailleurs, et peut ainsi permettre de poser à un moment donné le problème du contrôle général de l'économie et l'institution d'une véritable planification.

Le Parti communiste, lui, est plus prudent et voudrait que le « secteur de propriété sociale » soit défini par en haut uniquement, pour ne pas brusquer la situation, et pour ne pas choquer certains milieux de la bourgeoisie moyenne qui, selon lui, pourraient être « neutralisés », voire gagnés à la cause du peuple chilien. Nous pensons que c'est une illusion.

Nous pensons même, inversement, que c'est en arrivant à un pouvoir effectif de la classe ouvrière et de ses alliés naturels, avec sa cohérence et sa solidarité, que les petits entrepreneurs et certains éléments de la moyenne bourgeoisie, se rallieront aux forces socialistes.

Autre divergence avec le Parti communiste : nous sommes partisans, nous socialistes, d'une extension maximum du pouvoir des assemblées de travailleurs dans les exploitations agricoles et dans les entreprises, non seulement au niveau de la gestion de chaque entreprise, mais aussi au niveau des branches, et au-delà, de l'ensemble de l'économie.

Je dois dire avec beaucoup de force, que le statu quo actuel au Chili entre la classe ouvrière et la bourgeoisie doit finir.

• Après les élections, quel qu'en soit le résultat, y a-t-il danger de coup d'Etat ?

— Nous ne croyons pas à un coup d'Etat militaire. Par contre, nous pensons que les partis bourgeois, liés à l'impérialisme, vont tout faire pour arriver à un affrontement, y compris

sur les lieux de travail. Il faut comprendre en effet que nous avons atteint dans ce pays un seuil critique pour la bourgeoisie, qui sait qu'elle ne peut plus attendre et que demain la partie sera définitivement perdue pour elle ! Notre bourgeoisie a une conscience très aiguë de cette situation.

Notre problème est de faire comprendre aux travailleurs, la nature de cette situation et de les mobiliser pour faire face à la crise.

Permetts-moi de corriger un peu ma pensée : la conscience de cette situation est très claire aujourd'hui chez les ouvriers et les jeunes. Le vrai problème pour nous, socialistes, c'est de faire pénétrer cette conscience au sein des différents partis qui constituent l'Unité populaire, afin qu'ils jouent pleinement leur rôle de direction et soient capables de mener la classe ouvrière à la victoire.

• Autrement dit nous sommes dans une situation où le problème de la nature de classe de l'Etat va se poser.

— Exactement.

• En France on a fait des parallèles nombreux entre le processus chilien et un processus français qui aboutirait à une victoire électorale de la gauche.

— Je ne peux pas dire qu'on ait ici au Chili une connaissance sérieuse

de ce qui se passe en France. Mais la bourgeoisie chilienne a été profondément marquée par les valeurs spirituelles de la bourgeoisie française, et bien sûr l'idéologie dominante a marqué aussi les travailleurs chiliens. Je suis très surpris de ce parallèle qui est fait, car il y a une différence très profonde entre la situation du Chili et celle de la France : la France continue à être un pays impérialiste, c'est-à-dire un pays indépendant des autres impérialismes (même si la situation de la France s'est affaiblie après la deuxième guerre mondiale) tandis que le Chili était un pays dominé, d'abord par l'impérialisme anglais, ensuite par l'impérialisme américain. C'est pourquoi ce parallélisme risque d'être une erreur. Il y a certes une vie politique démocratique dans ce pays : c'est le seul élément de ressemblance avec la France. Mais à chaque fois que la classe ouvrière devenait dangereuse le pouvoir n'hésitait pas à réprimer et à assassiner.

J'ajouterai aussi que la classe ouvrière chilienne a toujours été puissante : la bourgeoisie a toujours su que dans un affrontement de grande envergure elle risquait d'être vaincue. C'est cette conscience qui lui a permis de maintenir un statu quo pendant une période très longue.

Aujourd'hui cette période est terminée. Ce statu quo ne convient plus à la bourgeoisie, il ne convient plus non plus à la classe ouvrière : c'est pourquoi nous vaincrons. ■



SANTIAGO-DU-CHILI. La riposte populaire.

les colonels et "l'autogestion"

Des militants de la 6^e section de Paris dont certains, d'origine latino-américaine, sont en contact avec des militants péruviens, ont adressé à « TS » le texte ci-dessous en réponse à l'article de Jean Verger sur le Pérou, publié dans le n° 567 du 21 février 1973.

Nous nous sommes étonnés qu'un article de cinq colonnes rédigé par un camarade venant de découvrir le Pérou et n'ayant manifestement aucune connaissance profonde de la situation réelle de ce pays et du continent latino-américain, soit ainsi publié, quand on sait l'espace réduit que « TS » peut consacrer aux événements internationaux en période électorale. Chacun des thèmes de cet article peu sérieux devrait être discuté, mais l'urgence de nos tâches actuelles nous oblige à traiter rapidement les quelques points suivants.

"non répression" au Pérou

Verger nous apprend que la loi d'amnistie des prisonniers politiques, la possibilité qu'une promotion de l'Université a eue de s'appeler « Mao Tse-Toung », sont les signes qu'il n'existe aucune répression contre les partis politiques au Pérou. Ce genre d'argument, hélas, nous l'avons entendu souvent de la part des gouvernements péruviens et d'autres gouvernements en Amérique latine. Ils se félicitent toujours du degré de démocratie atteint ou conservé : si tous les partis sont tolérés, on a la preuve d'une vraie liberté politique. Ce qu'ils oublient de dire, comme Verger, c'est que la répression s'exerce à d'autres niveaux (en Colombie par exemple, où le Parti communiste est légal, on n'hésite pas à tirer sur les paysans qui n'acceptent pas les règles du jeu établis. Au Pérou, toute tentative d'organisation ouvrière ou paysanne autonome est vite récupérée par le pouvoir si elle n'est pas brisée à la base. Les étudiants, plus facilement capables de contester le régime, vu leur position privilégiée, sont réprimés de plus en plus vigoureusement. C'est ainsi que :

— Le président de l'Association des Etudiants péruviens, après avoir été emprisonné de longs mois sous le régime actuel se trouve finalement expulsé de son pays et vit exilé en France.

— Le leader paysan Hugo Blanco, n'a pas été libéré immédiatement après le coup

d'Etat. A peine libéré, ayant manifesté son opposition à certains aspects du régime, il a été rapidement exilé, car les forces révolutionnaires qu'il représente sont dangereuses (il vit actuellement en exil à Mexico).

— Il existe encore, dans les prisons péruviennes, des prisonniers politiques, certains datant de l'époque de Belaunde Terry (président déposé par les militaires en 1968), qui appartiennent aux couches populaires, et dont, par conséquent, l'opinion internationale est bien moins avertie. Ces prisonniers sont souvent condamnés pour des délits de droit commun, et nous ne saurons donc jamais leur nombre ni les conditions dans lesquelles ils se trouvent détenus. Il faudra peut-être rappeler à Verger qu'en Amérique latine c'est une pratique courante de condamner des militants ouvriers ou paysans pour délit de droit commun et ainsi de diminuer le nombre des prisonniers politiques existant, voire de le faire disparaître.

— Le gouvernement militaire n'a pas hésité à réprimer des grèves dans les mines et les plantations de sucre l'année dernière. Dans les coopératives agricoles, la législation établie par les militaires empêche la contestation et la juste revendication des travailleurs sous prétexte qu'ils sont maintenant copropriétaires et cogestionnaires de l'entreprise.

— En 1972, on a vu aussi au Pérou une répression permanente contre les travailleurs et les chômeurs sans-logis qui envahissent des terrains pour y construire des bidonvilles (notamment à Chimbote). Ces travailleurs sont passibles comme le leur rappelle l'organe de « mobilisation populaire Sinamos », des peines prévues au décret-loi 14495 du 27-5-1963, et qui stipule que ce délit est un délit d'« usurpation » et d'« atteinte à la tranquillité publique ». Dans les deux cas, des peines de prison importantes sont prévues.

— Quant aux moyens de la répression, rappelons que le budget militaire au Pérou a beaucoup augmenté au cours de ces dernières années :

BUDGET MILITAIRE PERUVIEN ET SON RAPPORT AU PNB		
(Soles constants 1967 convertis en dollars)		
	Dépenses militaires	% du PNB
1969	124 millions de \$	2,9 %
1970	144 millions de \$	3,2 %
1971	169 millions de \$	3,5 %

Source : Govern. Printing Office US.

Des achats d'armes importants ont été effectués dans le secteur des armes conventionnelles spécialisées dans la répression interne. D'autres systèmes d'armes

plus sophistiqués comme les Mirage français, d'une utilité contestable, ne font qu'augmenter la dette externe du Pérou et par conséquent sa dépendance à l'égard de l'impérialisme.

un projet corporatiste

Nous récusons le titre de l'article qui ne fait que jeter de la confusion là où il y en a déjà suffisamment. Par ailleurs, il est malhonnête de critiquer le PC péruvien comme le fait Verger en écrivant : « Le PCP soutient d'une manière critique le gouvernement militaire et essaye de profiter de la situation pour développer son influence (tout en s'opposant aux conceptions autogestionnaires du nouveau régime) ».

Nous croyons plutôt qu'il faut appuyer le PCP dans sa critique de la démagogie autogestionnaire de Velasco. Ce projet « autogestionnaire » est en fait un projet délibérément corporatiste qui vise par tous les moyens à briser les organisations de classe des travailleurs péruviens, à empêcher toute organisation qui puisse échapper aux desseins de l'armée et à son contrôle.

Nous pensons que notre Manifeste a clairement rejeté la conception d'une autogestion intervenant avant une prise de pouvoir par les travailleurs. Dans la phase antérieure, nous parlons de contrôle ouvrier. C'est pour cela qu'à notre avis les formes péruviennes d'« autogestion » ou soi-disant telles n'ont rien à voir avec le projet du PSU : elles ne sont pas l'amorce d'un contrôle ouvrier, mais la mise en place à la base de noyaux de collaboration de classe qui s'accompagne d'une propagande idéologique très intense sur le thème de la « participation ».

Ni l'initiative, ni le mode de fonctionnement des organes de « participation » au Pérou n'ont été l'œuvre des travailleurs. Cette tentative « autogestionnaire » est venue d'en haut et des officiers ont été placés d'office aux postes de contrôle des coopératives agricoles et des entreprises intégrées d'Etat.

S'il est vrai que la réforme agraire des militaires péruviens est la mesure la plus progressiste du régime, il faut cependant en faire l'analyse. Elle se fait au nom de l'idéologie du développement et de la lutte contre l'oligarchie traditionnelle, mais elle ne remet nullement en cause le principe de la propriété privée ni l'économie de marché. Elle aboutit à un resserrement et à une rationalisation de la grande propriété agraire et constitue une des bases du développement capitaliste au Pérou. Certains aspects de la loi de réforme agraire illustrent clairement cette orientation. Au moment de la prise des terres réformées, les récoltes sur pied évaluées à moins de 22.000 dollars sont payées comptant ainsi que le bétail et les premiers 2.200 dollars du prix de la terre. Le reste est payé avec des bons à vingt ans portant intérêt de 6 % par an. Mais ces bons peuvent être liquidés si le propriétaire est prêt à les transformer en une participation à 50 % dans des entreprises industrielles désignées par l'Etat et où l'Etat contribue lui-même pour 50 %. C'est ainsi que la famille Pardo investit l'argent de l'« expropriation » dans une entreprise d'assemblage de tracteurs, opération très rentable pour le groupe, surtout si l'on sait qu'il possède depuis plusieurs années la firme importatrice des tracteurs Ford.

Au Pérou, comme dans bien d'autres pays d'Amérique latine, les différentes lois de réforme agraire bourgeoises ont été un moyen excellent pour les propriétaires terriens de se débarrasser de leurs terres en les vendant à l'Etat en échange d'un capital frais qu'ils peuvent investir dans l'industrie ou dans le développement du capitalisme agraire.

nationalisation de l'IPC et afflux des investissements US

Les seules mesures anti-impérialistes du régime sur le plan économique ont été la nationalisation de l'IPC et la lutte pour

la défense des zones de pêche contre les chalutiers californiens : c'est dire qu'elle se limite aux domaines où il existe un conflit juridique précis. Partout ailleurs les relations préexistantes subsistent et se développent. L'année dernière, des zones d'exploitation ont été accordées à 7 compagnies étrangères, chacune recevant 10.000 ha dans la forêt amazonienne riche en pétrole et autres gisements. L'IPC est sortie du Pérou, mais sont rentrées : l'« Atlantic Richfield », l'« AMOCO », la « British Petroleum », la « Philips Petroleum », la « Getty », l'« Occidental » et la « Tenneco Union ».

Le « New York Times » du 18-1-72 qualifie ces accords d'« excellents ». Par ailleurs, la Harvard Business Review, dans un article intitulé « Faire des affaires avec les nationalistes latins », déclare que les lois péruviennes sur les investissements étrangers doivent attirer les capitaux américains.

"révolution" bourgeoise

Verger affirme : « Ce qui est clair (pour qui ?) en discutant avec les gens dans la rue (dans quel quartier ? quels gens ?) c'est que le gouvernement rencontre un appui populaire, que l'oligarchie bourgeoise qui contrôlait indirectement le pays est décapitée, que la bourgeoisie moyenne prend peur, que les Etats-Unis s'arrangent pour couper les vivres au nouveau régime ».

Nos conclusions provisoires sur le régime péruvien, rapidement exposées, seraient diamétralement opposées.

a) Les réformes accomplies essentiellement à travers la réforme agraire, s'imposaient pour une meilleure productivité de la terre et une capitalisation agraire plus poussée. Ce n'est pas parce qu'elle entraîne évidemment un certain appui populaire qu'elle n'est pas essentiellement une réforme bourgeoise capitaliste.

b) C'est un régime qui impulse un développement industriel sous contrôle de l'Etat sans que ceci puisse signifier une mise en cause du pouvoir économique de la bourgeoisie. D'ailleurs la « Sociedad Nacional de Industriales » (patronat péruvien) a, depuis 1969, appuyé les militaires. Il est certain que la bourgeoisie (oligarchie traditionnelle, qui s'est faite à l'industrie ; bourgeoisie compradore et petite bourgeoisie industrielle) voit placées sous la protection de l'Etat des activités productives qui auparavant étaient du seul ressort du capital étranger. Seule ou en association avec l'Etat, elle fera des profits qui peuvent devenir de plus en plus importants dans le cadre du Marché andin.

c) Le processus actuel ne signifie que l'élimination des structures précapitalistes et semi-coloniales de la société péruvienne les plus marquantes. C'est aussi l'établissement d'un nouveau mode de relation avec le centre hégémonique des Etats-Unis et des autres pays sous-impérialistes. Il faut rappeler que la politique impérialiste actuelle a tendance à impulser l'industrialisation des pays périphériques. Il n'y a pas de contradiction fondamentale entre l'impérialisme et une bourgeoisie moderne locale, ou un Etat entrepreneur. Cette forme est actuellement la plus favorable au drainage du surproduit, qui ne prend plus que marginalement la forme de l'exploitation d'enclave économique dans les mines ou les plantations.

d) Nous nous étonnons que Verger ait passé sous silence les seuls aspects qui nous semblent incontestablement positifs dans l'actuel régime péruvien — et par exemple l'ouverture de relations avec les pays socialistes, tels que la Chine et surtout Cuba. Le gouvernement Velasco a ainsi grandement contribué à ouvrir une brèche dans le blocus que l'impérialisme US avait réalisé contre la Cuba révolutionnaire. Par ailleurs, il nous semble que la politique de ce gouvernement visant à diversifier ses sources d'approvisionnement et les pays capitalistes acheteurs de produits péruviens a contribué à une diminution de la dépendance économique du Pérou à l'égard des USA.

La 6 section de Paris ■

(Nous publierons prochainement la réponse de Jean Verger.)

en vente à la librairie de "T.S."

OBJECTIFS

S'INFORMER POUR AGIR
CHAQUE VOLUME 96 p. 9 F

ALGÉRIE : AVEC OU SANS LA FRANCE ? J. OFFREDO
Préface R. BURON

LA C.F.D.T. ET L'AUTOGESTION
Ed. MAIRE - F. KRUMNOW - A. DETRAZ

LES NATIONALISATIONS
Ph. BRACHET - J. GALLUS

LA PROPRIÉTÉ CONTRE LES PAYSANS
P. BOUCHET - R. GUILLAUMOND

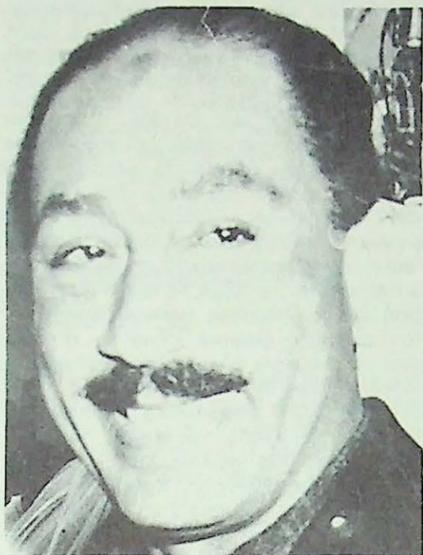
CAPITALISME ET MODE DE VIE
A. GRANOU

cerf

Sadate contre la gauche

Pour aplanir le terrain à son Kissinger égyptien chargé de négocier avec les Américains, Sadate a voulu se débarrasser de l'opposition de gauche. Le pouvoir a donc provoqué les étudiants pour mieux les réprimer. Mais l'ordre n'est pas pour autant revenu en Egypte où les multiples causes de mécontentement demeurent.

DEPUIS le début de l'année 1973, le chef de l'Etat égyptien a choisi de réprimer toutes les oppositions, avec une prédilection particulière pour celle de gauche, en s'attaquant aux secteurs les plus remuants de l'intelligentsia égyptiennes c'est-à-dire les étudiants et les journalistes.



ANOUAR EL SADATE.

La provocation s'est opérée en trois étapes : « l'arrestation » à froid d'une centaine d'opposants en majorité étudiants, le 29 décembre 1972 ; l'exclusion de l'Union socialiste le 4 février 1973 de 90 personnalités de gauche, journalistes, écrivains, avocats, etc. et le refus systématique de libérer les 50 étudiants emprisonnés à la suite des manifestations des 3 et 4 janvier. La volonté délibérée de chercher un affrontement avec les catégories sociales les plus critiques pour le régime ne fait donc aucun doute.

En effet, les personnalités arrêtées à la fin du mois de décembre 1972, ne présentaient aucun danger pour le régime ; certes il y avait parmi eux les leaders de la contestation étudiante de janvier 1972 ; mais ceux-ci étaient si étroitement surveillés que l'université du Caire, dans laquelle le pouvoir avait renforcé la tendance de droite, n'avait pratiquement pas bougé d'octobre à décembre 1972.

Il en va exactement de même pour les 90 membres de l'intelligentsia expulsés du parti les 4, 5 et 6 février 1973 ; parmi eux se trouvaient en effet 50 % d'anciens membres du parti communiste emprisonnés sous Nasser pour leur appartenance au parti, qui avaient renoncé à tout militantisme politique soit par conviction soit par crainte de retourner en prison.

Enfin, le maintien en détention arbitraire de 50 personnes, en majorité étudiants, arrêtées entre le 29 décembre et le 4 janvier devait évidemment mettre le feu aux poudres. Le gouvernement n'ignorait pas que la principale revendication des étudiants était au mieux la libération de leurs camarades, au moins la publication de l'acte d'accusation qui leur avait été solennellement promis par le procureur général de la République le 3 janvier 1973 comme devant intervenir dans les quinze jours.

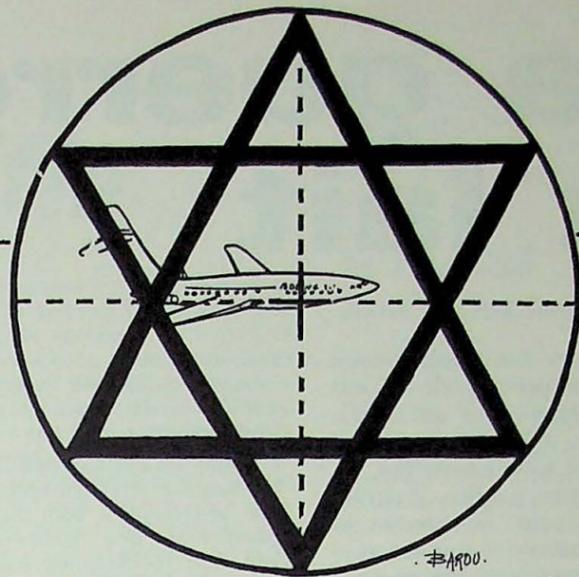
Dans ces conditions, il est évident que le gouvernement a cherché l'affrontement. En fixant la rentrée au 3 février 1973, sans qu'un seul mot soit dit par une quelconque autorité officielle sur le sort des étudiants emprisonnés, en publiant le lendemain de cette rentrée, les 4, 5 et 6 février des listes d'exclusion du parti qui frappaient uniquement les intellectuels de gauche, on pouvait être assuré du résultat.

Pourquoi Sadate a-t-il voulu faire peur ? Il n'était pas menacé. Certes, au cours des mois d'octobre, novembre et décembre 1972, de nombreuses catégories sociales avaient exprimé, les unes après les autres, le malaise égyptien : l'armée, en octobre, après le limogeage de son chef, le général Sadek ; les coptes, qui supportaient de plus en plus mal leur mise en tutelle, au mois de novembre ; l'Assemblée du peuple, contre un gouvernement trop méprisant à l'égard du contrôle parlementaire, aussi en novembre ; les journalistes, contre la censure, en décembre. Mais le gouvernement avait constamment réussi à contrôler ces divers mécontentements sans que jamais la sécurité du régime ait pu apparaître menacée.

Sadate a donc voulu, à froid, marquer son autorité et se faire craindre, mais pourquoi faire ? Il pense ainsi frayer la voie à une négociation prochaine avec les Etats-Unis sur le règlement du conflit du Proche-Orient. Si tel est le cas, il faut préventivement se débarrasser des oppositions qui seraient les premières à critiquer l'ouverture sur Washington et la « trahison ». Il s'agit donc des opposants de gauche.

Le gouvernement cherchant visiblement l'affrontement en excluant 300 étudiants de l'université au début de février, la réponse ne s'est pas fait attendre ; pour la première fois dans l'histoire de l'Egypte depuis 1952, des manifestations violentes se produisent dans les deux universités du 8 au 14 février. Pendant six jours, des heurts violents opposent forces de l'ordre aux étudiants tandis que de très nombreuses arrestations sont opérées.

Après quelques mesures dilatoires sans grand effet, le gouvernement accepte, le 15 février, de dialoguer



la violence jusqu'au bout

Cette fois-ci, Israël a été trop loin. Pour la première fois l'opinion s'émeut, on s'étonne, on s'indigne même.

Abattre un avion civil égaré dans le ciel du Sinaï ! Tuer froidement une centaine d'innocents ! Ainsi les dirigeants d'un Etat mûr et responsable se permettent les mêmes errements qu'une poignée de desperados palestiniens !

Certes on est encore loin du tollé soulevé par Munich. Simplement on constate que Madame Meir y a été trop fort. Pas d'excuse valable cette fois-ci. La bande enregistrée par la tour de contrôle du Caire, le témoignage du steward français, sont là pour le prouver. Après quelques brèves sommations les Phantoms ont tiré.

Jérusalem aura beau déplorer ce « tragique accident » ou prétexter qu'il craignait une opération d'un avion palestinien suicide. Personne n'y croit vraiment.

Enfin les bonnes consciences s'interrogent. Il n'est jamais trop tard. Pourtant les passagers du Boeing libyen ne sont pas les premières victimes innocentes d'Israël.

Déjà en 1948, les sionistes avaient massacré purement et simplement 250 femmes et enfants du village arabe de « Deir Yassine » pour faire régner la terreur et hâter par là l'exode palestinien.

Pourquoi se refuse-t-on à admettre une fois pour toutes qu'un Etat né

dans la violence ne peut se perpétuer que par la violence ?

Des exemples plus récents le montrent clairement. Nul n'ignore que les raids dits de « représailles » dans les villages libanais masquent en réalité l'extermination par le napalm de la population civile des camps. Sous prétexte de pourchasser les fedayin on tue leurs femmes, leurs enfants. Conséquence inévitable de la guerre ou volonté délibérée d'éliminer un peuple dont l'existence remet constamment en question la légitimité du sionisme ? A cet égard le parallèle avec Hussein est instructif : la Jordanie elle aussi a été bâtie sur les débris de la Palestine.

Alors que l'on ne s'étonne plus de l'intransigeance d'Israël. L'opposition systématique de ses dirigeants à toute solution de paix en est également la démonstration.

L'intransigeance, le jusqu'au boutisme israéliens ne sont ni accidentels, ni tactiques, mais bien stratégiques et même idéologiques pour certains ultra-nationalistes.

De plus, cette attitude semble payante en période électorale, puisque le général Dayan qui brigue le siège de Madame Meir déclarait récemment en substance : Non seulement nous n'avons nullement l'intention de nous retirer d'aucun territoire occupé mais nous sommes suffisamment puissants pour envahir d'autres territoires et réaliser enfin notre rêve du « grand Israël ».

N.F. ■



LE STEWARD FRANÇAIS SURVIVANT. Un témoignage irréfutable

avec les contestataires par l'intermédiaire du parti ou de l'Assemblée du peuple et avance quelques promesses très vagues en ce qui concerne les étudiants emprisonnés ou exclus.

Pourquoi cette nouvelle attitude ? Ayanl mis deux fers au feu, Sadate donne ainsi satisfaction simultanément à la droite « Mac Carthyste » et à la droite libérale, pour aboutir à un certain apaisement demandé depuis le début des événements par les tenants de la droite libérale choqués par la répression, comme Heykal, directeur de l'Ahrâm, comme le ministre de l'Enseignement supérieur et comme l'ensemble de la bourgeoisie cairote. Si l'apaisement aboutissait à rétablir l'ordre, Sadate aurait gagné. Il aurait

réussi à persuader les Egyptiens que tout a été mis en œuvre pour convaincre les étudiants de redevenir raisonnables. Dans cette optique, les déclarations belliqueuses et « socialistes » du premier ministre permettraient au gouvernement d'affirmer qu'il n'en voulait pas à la gauche en tant que telle.

Sadate a-t-il gagné son pari ? Rien n'est moins certain. Bien qu'il soit parvenu à démanteler l'opposition de gauche et à donner l'illusion de vouloir engager le dialogue avec les étudiants, il n'est pas impensable que le mécontentement grandisse en Egypte devant le pourrissement de la situation sur les plans national et international.

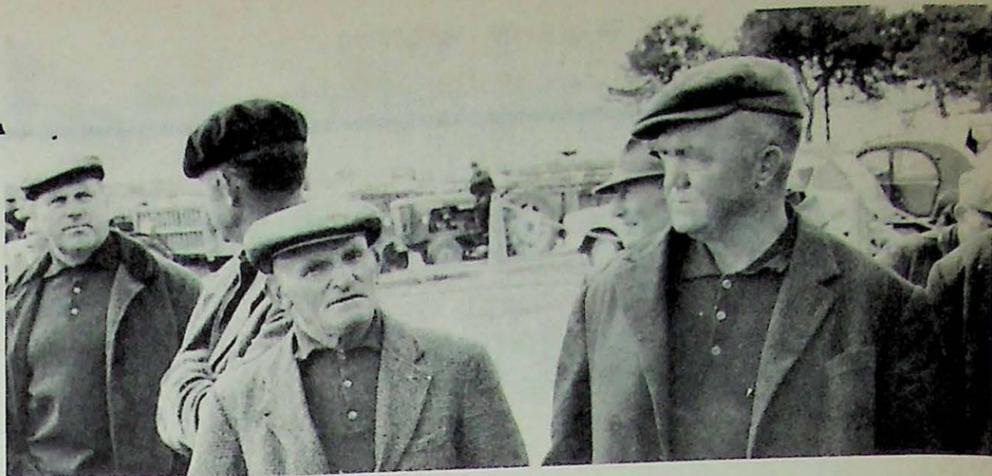
Nidal Falastine

« TS » se trouve désormais en vente dans chaque kiosque de métro.

N'hésitez pas à demander au vendeur qu'il le mette en évidence.

Soutenez la diffusion de « TS » avec les affichettes à votre disposition. Réclamez-les à votre fédération ou, à défaut, 9, rue Borromée, Paris-XV. Signalez-nous les points où « TS » pourrait être vendu.

● la guerre du lait



« Comment les entreprises fixent-elles le prix du lait ? C'est comme le salaire des ouvriers : les patrons s'assurent que leurs charges sont bien couvertes. Ils prévoient leurs profits. Ensuite, et avec le reste, ils payent le travail. » C'est ainsi que les paysans de Loire-Atlantique se sont adressés à leurs « camarades ouvriers » à l'occasion des actions qu'ils ont menées au début du mois de février.

Le 30 janvier, les agriculteurs de la région de Nantes engagent une action pour la défense de leur rémunération. Ils bloquent un camion de livraison des produits laitiers de chez Négobeuruf-Virlux chargé d'approvisionner les super-marchés Carrefour et Escale.

Depuis le printemps 1972, ils se battent, comme en Bretagne, comme dans la région Rhône-Alpes, comme en Alsace ou encore dans le Sud-Est du pays, pour arracher un prix du lait qui rémunère leur travail au S.M.I.C. Pour eux, chaque mois, la paie du lait, c'est leur salaire.

En fait, Négobeuruf-Virlux vend le lait aux grandes surfaces 10 centimes en-dessous des prix pratiqués habituellement. Mais, les paysans ne sont pas dupes : « Nous dénonçons l'alliance de la haute-finance et du pouvoir politique avec les grandes surfaces. Cette alliance leur permet de sous-payer notre travail, de faire de gros profits et d'attirer les consommateurs par quelques prix alléchants, tout en se rattrapant largement sur d'autres produits (électro-ménager, vêtements, produits d'entretien) ». La société Carrefour illustre bien cette si-

tuation : actions qui montent à la bourse, profit des actionnaires égal en 1971 à 41 % (oui 41 % !) du capital engagé par eux.

Cela, les paysans n'en veulent plus. Ils exigent des entreprises que leur lait soit payé à son prix de revient comprenant une rémunération du travail, soit 70 centimes plus 1,75 centimes par litre. Actuellement, il est payé 60 centimes le litre.

Mais ce combat n'est pas tourné contre les intérêts des ouvriers : « Notre but n'est pas de vous faire payer plus cher malgré ce que peut dire la presse et la radio. Le Pouvoir s'acharne à diviser les travailleurs. Ne nous laissons pas faire. Nous faisons appel à votre solidarité, à votre soutien, comme nous sommes prêts à vous soutenir dans vos luttes. »

Négo est en effet une entreprise capitaliste, bien qu'elle soit la propriété de l'U.L.N. (Union des coopératives laitières de Normandie). Ainsi, on parle de licenciement (la bagatelle de 240) (1) dans l'ensemble des entreprises de l'U.L.N. Les agriculteurs, les paysans-travailleurs ont pu constater que la principale préoccupation de la coopération est de même nature (la recherche du profit maximum) que celle des firmes capitalistes.

le soutien de Batignolles

Dès le 1^{er} février, les piquets de grève massifs se relaient autour du camion de livraison, en haut de la côte de la Seilleraie, à Carquefou, sur la route de Paris, après le « Chemin nantais ». L'action s'étend rapidement à tout le département. Les communes s'organisent pour assurer la garde 24 heures sur 24.

Un second camion est bloqué dans la nuit du 2 au 3 février à Lusanger. Le préfet prend peur : le véhicule est dégagé le lendemain par 400 gardes mobiles ! Un troisième camion est stoppé dans la nuit du 5 au 6 février à Pré-en-Pail, en Mayenne, département dans lequel l'action des paysans nantais a trouvé un large écho. Mais là encore, les forces de police au service de l'ordre capitaliste, interviennent durement à coup de grenades lacrymogènes, faisant des blessés.

Le Pouvoir est décidé à couper court, coûte que coûte, à une action paysanne qui risque de prendre une grande ampleur. Il n'ose pas cependant intervenir à Carquefou car les paysans, aidés par d'autres travailleurs, sont nombreux. Ce qui le gêne sans doute le plus, c'est l'intervention de nombreuses agricultrices dans les piquets, comme dans la discussion. Elles sont plus d'une centaine le mardi 6 février. En huit jours, c'est près de 5.000 travailleurs (hommes et femmes, paysans, ouvriers, intellectuels, étudiants lycéens, etc.). Le soir de ce même 6 février, les paysans reçoivent avec enthousiasme le soutien des travailleurs de Batignolles. La section CFDT écrit : « Les travailleurs des Batignolles se rappellent le soutien concret et efficace qu'ils ont reçu de la part des paysans de la région lors de la grève de janvier 1971. »

« C'est en effet à l'occasion de tels conflits qu'ouvriers et paysans se rendent compte de leur commune situation de travailleurs exploités et que se forge cette solidarité active de deux milieux que l'on s'emploie par ailleurs à opposer. »

Réunies le 7 février, les unions départementales CFDT et CGT, la section départementale de la FEN, la

FDSEA et le CDJA « affirment leur solidarité avec les paysans dans l'action ». FDSEA et CDJA sont très actifs.

Après plusieurs tentatives de négociation, Grandin, président de l'ULN, accepte de rencontrer les grévistes le jeudi suivant. Confiants, les paysans lèvent le piquet de grève. C'était faire confiance à un patron. Grandin ne vint pas. Ulcérés les grévistes bloquent un autre camion de produits laitiers appartenant à la société Chambourcy et qui passait par Carquefou.

Cependant, c'est trop tard. Chambourcy ne permet pas de garder l'ensemble des thèmes de mobilisation et de popularisation avancés autour de Négobeuruf. Non pas que Chambourcy n'exploite pas et les paysans et les ouvriers. Il s'ensuit un léger flottement. Les agriculteurs font le point et décident de « libérer » le camion et proposent la poursuite de « l'action sous d'autres formes ». Les revendications qui n'ont pas été satisfaites, sont maintenues :

— 71,75 centimes le litre de lait (qualité C, 34 gr.).

— Pas de primes. Même prix, même modèle, de fiche de paie pour tous, quelle que soit l'entreprise de l'ULN. Rien d'étonnant à ce que l'action reparte dans les semaines qui viennent contre le groupe ULN-Négo qui, fort des bénéfices réalisés sur le dos des paysans-travailleurs, peut investir trois milliards d'anciens francs dans d'autres entreprises.

Michel Camouis. ■

(1) La coopérative de Bayeux, qui a signé le protocole d'adhésion à l'U.L.N. (Union Laitière Normande), a annoncé le licenciement de 40 personnes.

● Albertville : signons tous

A Frontenex, en Savoie, des travailleurs marocains du bâtiment sont en grève depuis le 10 février (voir T.S. du 21/2). A Albertville, un regroupement d'organisations actives avait déjà mis sur la place publique la défense du logement social. Les grévistes ont trouvé un appui immédiat, et qui s'élargit de jour en jour.

Le Comité de soutien qui s'est mis en place pour populariser la lutte a organisé des collectes. Le rendement financier est bon. De plus, une campagne de signatures permet une expression collective dépassant la simple addition des sigles des différentes organisations. Voici le texte de la pétition :

« Nous, soussignés, protestons contre les conditions de vie et de salaires faites aux travailleurs marocains de l'entreprise Doz, — qui entasse 4 ouvriers dans des baraques prévues pour 2, sans W.C. ni eau courante, — qui ne respecte pas le contrat d'embauche et extorque le déclassement par la formule :

Je soussigné, reconnais n'être pas maçon et accepte de travailler à l'entreprise

Doz H. comme manœuvre au tarif de 4,57 F.
N° de mon contrat :
Date d'effet :

Indignés, nous appuyons leur lutte, et manifestons notre solidarité. »

Le Comité de soutien comprend : CFDT, groupe d'alphabétisation, groupe Politique-Hebdo, PSU, ASF, Vie Nouvelle, SNES. Association des locataires, Avenir de Tarentaise et du Val d'Arly.

Adresser les pétitions à : C. Godeborge, 27, avenue J.-Jaurès, 73200 Albertville.

● Poudroux : ça continue !

Ordonnance Debré de 1961 : un texte qui permet à l'Administration française d'écarter des départements d'outre-mer des fonctionnaires jugés gênants pour le pouvoir, même (et surtout...) s'ils sont originaires des TOM-DOM. Dernière victime en date : Yvon Poudroux, dont T.S. a déjà relaté le cas. Affaire qui rebondit puisque Yvon Poudroux, fonctionnaire des Ponts et Chaussées à Prades (P.-O.), menace de mettre fin à ses jours s'il n'obtient pas son retour à La Réunion — ce qui devrait être de droit puisque l'ordonnance Debré a été rapportée. L'Union Générale des Travailleurs Réunionnais en France s'associe au combat de Poudroux.

● Meaux :

licenciements chez KRP

A Trilport, Kléber Rénolite Plastique est une entreprise de 700 salariés, rachetée par la FIP (28 usines).

C'est par le « téléphone arabe » (jusqu'à la réunion du comité d'entreprise) que les travailleurs apprennent le départ de leurs camarades. Il y a plusieurs années déjà, l'atelier Recticel avait été vendu à des Belges. Aujourd'hui, c'est le rachat de toute l'usine ; les ateliers « induction » et « calendrier » sont en réorganisation. Seul l'atelier Klegecel considéré comme rentable, conserve tout son personnel.

Un militant syndical CFDT explique comment ceci est arrivé : « D'abord, ils ont été discrets. Personne ne s'inquiétait... Ils n'ont pas réduit l'horaire, ils ont maintenu les primes, créé une prime de qualité à la production. »

« Le patron a ensuite agi suivant une tactique maintenant bien connue : on licencie, on refait marcher la boîte, on réembauche si possible. Les licenciements sont bien indemnisés par une direction qui n'a pas signé la convention collective du caoutchouc. Mais la situation se détériore. »

« Les commandes en effet se réduisent... c'est comme chaque année la « saison morte » ; il y a la proximité des élections, la réduction des crédits, l'hésitation de gros clients qui connaissent la

réputation de dureté en affaires de la FIP, les agissements d'un service commercial qui aurait forcé un peu les prix dans la perspective du rachat.

« Le 10 janvier à la réunion du comité d'entreprise les patrons annoncent que pour réorganiser l'entreprise, 75 licenciements sont effectivement prévus... Font partie de cette « charrette » : 10 cadres, 8 agents de maîtrise, 6 techniciens, 18 employés, 35 ouvriers dont 16 en arrêt de longue maladie ; ceux qui sont trop près de la retraite sont maintenus en place, car leur licenciement coûterait trop cher, mais une dizaine partiront bientôt. »

« Le 12 février, l'inspecteur du travail fait savoir qu'il demande un mois de réflexion pour prendre position. »

« Le rôle des syndicats ? La CGT, en perte de vitesse (très occupée par la campagne électorale) et la CGC ont peu réagi. Cependant, lorsque le 10 janvier leurs cadres apprendront qu'ils sont appelés à faire partie de la même charrette, ils donnent la consigne « de ne pas partir quoi qu'il arrive ». Le secrétaire de la cellule du PC, très occupé par ailleurs, estime que puisque l'inspecteur du travail n'a pas encore pris position, on a tort de dramatiser... »

Faudra-t-il attendre qu'il n'y ait

plus rien à faire pour réagir ? Un tract de la section PSU de Meaux explique que non : « Pompidou a dit que la liberté était dans les institutions. Elle n'est certainement pas dans les boîtes où le patron, seigneur et maître, vend son matériel et réduit ses salariés au chômage... »

Correspondance ■

● Rennes : carabins en grève

80 % des étudiants en médecine de Rennes sont depuis le 26 janvier en grève totale des cours, des travaux dirigés et des examens. Ils revendiquent une formation complète (stage en internat d'un an et non de six mois, refus du « numerus clausus » de la sélection), qui puisse satisfaire les besoins médicaux de la Bretagne (où le nombre de médecins par habitant est deux fois et demie inférieur aux normes de l'Organisation Mondiale de la Santé). Les étudiants insistent sur le caractère démocratique de leur action : le comité de liaison (18 membres) est élu tous les deux jours par l'Assemblée générale...

● EXPULSIONS : la résistance s'amplifie

VALENCE, la nuit de Noël 1972 : plusieurs prêtres refusent de célébrer la messe de minuit. « Nous ne pouvons pas être dans l'allégresse alors que nous savons, qu'à côté de nous, des hommes souffrent », ont-ils déclaré. Ces hommes qui « souffrent » ? Des travailleurs immigrés qui, menacés d'expulsion, font une grève de la faim. Le geste de ces prêtres va déclencher un grand élan de solidarité. La télévision et la presse sont obligées d'en faire état. Le pouvoir patronal, représenté par Edgar Faure, le nouveau ministre du Travail qui a succédé à Joseph Fontanet bat en retraite et fait annuler l'ordre d'expulsion.

Depuis cette date, les grèves de la faim de travailleurs immigrés se multiplient. Grèves du désespoir : si elles échouent, c'est l'expulsion, vers la Tunisie, le Maroc, l'Afrique — du nord au sud — l'Espagne, le Portugal, etc... Les Tunisiens ont été les premiers frappés mais tous sont menacés.

Trois millions d'hommes, de femmes et d'enfants (un million et demi de salariés), appartenant à d'autres pays, sont intégrés à la machine de production capitaliste française. Même les travailleurs algériens, apparemment « protégés » par une convention bilatérale, peuvent être demain, victimes à leur tour d'un ordre d'expulsion.

Tout cela est le fruit pourri de la trop fameuse circulaire Fontanet de février 1972, entrée en application en octobre dernier (voir T.S. n° 548 du 4 octobre 1972). On l'a, à juste titre, appelée « circulaire Fontanet-Marcellin » parce

qu'elle rendait le ministre de l'ordre bourgeois maître de la délivrance de la carte de séjour aux travailleurs immigrés. Un emploi, un logement décent (tout ça attesté par le patron) : sinon dehors !

■ Oui, mais un logement décent pour un prix DECENT on a oublié d'en parler dans la circulaire,

■ Oui mais, le Droit de licenciement quasi absolu entre les mains des patrons : on a aussi oublié d'en parler dans la circulaire.

Tout cela fait que cette circulaire constitue non seulement une atteinte à tous les droits des travailleurs conquis dans la lutte, mais une atteinte aux droits universels de l'homme : en un mot, c'est la codification de l'esclavagisme moderne.

les mêmes droits pour tous

Jamais le patronat n'avait avec autant de cynisme, « légalisé » l'exploitation de l'homme par l'homme. Jamais il n'était allé aussi loin dans l'encouragement et le développement du racisme. Selon lui, ou selon ses représentants députés, ministres, hauts-(!) fonctionnaires, les « Français » sont responsables de la situation en refusant d'effectuer certains travaux pénibles, sales, etc...

Et nous savons malheureusement qu'il a réussi en partie dans son entreprise raciste. C'est pourquoi la lutte que

nous devons mener est à la fois idéologique et économique. On ne peut pas se contenter de réclamer un travail et un logement pour les travailleurs immigrés, au nom de la seule « justice », d'un certain « humanitarisme ». Nous devons poser ces exigences en posant celle fondamentale de l'abolition du salariat, de la destruction du capitalisme. C'est le seul moyen pour l'ensemble de la classe ouvrière et des travailleurs français de prendre en main ce problème, de l'affronter sans réticence.

L'unité « français-immigrés » qui a tant fait défaut au prolétariat, durant la guerre d'Algérie par exemple, doit aller jusqu'à l'unité dans la lutte politique. Mais pas n'importe quelle unité : les travailleurs immigrés ne doivent pas être obligés de se fondre individuellement dans les structures politiques ou syndicales anti-capitalistes françaises. Ils doivent pouvoir aussi s'organiser de façon autonome et faire ensuite leur jonction dans la lutte de classe. Ils doivent avoir les mêmes droits que les travailleurs français.

Pourquoi ceux-ci auraient-ils peur d'une telle « autonomie », comme on peut encore l'entendre dans les rangs de certaines organisations politiques ou syndicales ? Tout ce qui peut renforcer les droits des travailleurs immigrés, renforce ceux des travailleurs français. Et tout ce qui les affaiblit, réduit le champ d'action de ces derniers.

Que ce soit en matière de salaires, de cadences, d'emploi, de licenciement, les exemples sont quotidiens.

En maintenant les travailleurs immigrés dans un ghetto juridique, en en faisant des citoyens de second ordre, le patronat et son Etat, fabriquent une armée de « briseurs de grève » que l'on « tient » aujourd'hui encore un peu mieux qu'hier sous la menace de l'expulsion.

le marché aux " esclaves "

Citroën, toujours en tête dans ce genre de pratique, s'est illustrée une nouvelle fois la semaine dernière. Treize travailleurs tunisiens ont été informés que leur contrat, expirant mercredi 28 février, ne sera pas renouvelé. Sans même attendre le 28, quatre d'entre eux ont déjà été expulsés du foyer Citroën de Sarcelles. Pour tous, c'est l'expulsion de France si l'ensemble des travailleurs français et immigrés ne prend pas cette affaire en main. Mais dans le même temps, Citroën demande à l'ONI (Office national de l'immigration) le droit d'importer 560 travailleurs immigrés. Le marché aux « esclaves » est prospère !

Mais comme à Valence, si l'information circule, si la popularisation se fait, si la lutte se développe, dans les entreprises, dans les quartiers, au plan régional et au plan général, on peut faire reculer les patrons et l'Etat. Car à Marseille, à Mulhouse, dans le 13^e à Paris, le pouvoir a déjà cédé partiellement à la suite de courageuses grèves de la faim de travailleurs immigrés. Mais dans le 13^e et le 11^e à Paris, la grève continue. A Toulouse, un large mouvement se développe.

La mobilisation populaire dans cette période électorale, loin d'être freinée, doit se développer : EMPECHONS LES EXPULSIONS, A BAS LA CIRCULAIRE FONTANET-MARCELLIN ; TRAVAILLEURS FRANÇAIS - IMMIGRÉS : MEMES DROITS.

M.C. ■

● le combat des immigrés

Trois travailleurs immigrés ont entamé une grève de la faim le jeudi 15 février dans les locaux de l'église Saint-Hippolyte au 27, avenue de Choisy, Paris 13^e. Ce sont :

— Ali Retimi, Tunisien, en France depuis 2 ans. Depuis 4 mois il est affecté par l'Auxiliaire Technique à une usine de plastique comme manœuvre. Il a des fiches de paie, cotise à la Sécurité Sociale mais sans immatriculation. Le 16 janvier, il a été soumis 3, rue des Vertus à un contrôle d'identité et la Préfecture de Police lui a donné 8 jours pour quitter le territoire français.

— Aissaoui Hachemi, Tunisien. Après un premier séjour de 4 mois en France pour études, il est revenu le 16 septembre 1972. La Préfecture lui a alors remis un exemplaire vierge de contrat de travail. Chaque fois qu'Aissaoui demande à son employeur d'établir ce contrat, celui-ci refuse et le met à la porte. Ou bien il continue à travailler « au noir », ou bien il est licencié.

— Abrari El Kébir, Marocain. Après plusieurs périodes de séjour en France de 3 mois, il est venu en juillet 1972. Il travaille comme aide-pâtisier à la Pizzeria de la Vieuville (18^e arrdt). Son patron lui donne une chambre et fait des démarches régulières. Le 30 janvier la demande de carte est cependant refusée par le Ministère du Travail.

Deux nouveaux camarades se sont joints le samedi 17 février à cette grève de la faim : Jaidane Adjini, Tunisien, et El Kadi Mohamed, Marocain. Tous deux, malgré des demandes régulières de leurs patrons, ont vu leur carte de travail refusée. « Nous ne sommes pas des voleurs. Nous ne voulons pas être à la merci de patrons esclavagistes qui nous font travailler « au noir »... Nous exigeons notre carte de travail afin de vivre dans des conditions normales, de ne plus être soumis à l'arbitraire du travail au noir et de la vie clandestine. »



Un meeting de soutien a eu lieu le 20 février. 200 personnes sont venues témoigner leur solidarité active à tous les travailleurs immigrés menacés d'expulsion depuis la promulgation de la circulaire Fontanet-Marcellin. Une large campagne se développe dans tout l'arrondissement et sur les communes voisines d'Ivry, Kremlin-Bicêtre, Vitry, Villejuif, etc...

Une journée d'action est prévue pour le MERCREDI 28 FEVRIER à l'appel d'organisations politiques et d'organisations de masse de gauche et d'extrême-gauche.

Un recours a été déposé au Conseil d'Etat le 1^{er} février contre cette circulaire.

Onze travailleurs tunisiens font également la grève de la faim depuis le 21 février dans les locaux paroissiaux de l'église St-Joseph au 154, rue St-Maur, Paris (11). Pourquoi ?

Ces travailleurs sont en France depuis plusieurs mois voire deux ans pour certains. Or leur situation est toujours irrégulière. Soit que leurs diffé-

rents employeurs aient refusé d'effectuer les démarches nécessaires, soit que l'administration n'ait pas fait aboutir leurs dossiers.

Un exemple particulièrement significatif, le cas de Zarrouk Abdel Aziz. En France depuis le 3 février 72, il se fait mettre à la porte après deux mois de travail comme plongeur dans un restaurant (12 heures par jour — 800 F par mois — sans journée de congé) parce qu'il ose demander à son patron les papiers nécessaires pour obtenir une carte de travail.

Le même scénario se reproduit au self-service des « Folies Bergères ».

Enfin — véritable scandale — dans son dernier emploi il est plongeur à « La Grillade », 157, rue Montmartre et travaille 18 heures par jour avec 600 F par mois. Le patron lui promet de lui faire ses papiers mais en réalité il apprend au bout d'un mois qu'il remplaçait un autre travailleur qui était en congé. Il est licencié.

Des milliers d'autres travailleurs immigrés sont dans une situation similaire et sont menacés d'expulsion d'un jour à l'autre. Pourtant les patrons sont

trop heureux de les trouver pour les exploiter. Il faut faire échec à la circulaire Fontanet et montrer notre solidarité en popularisant leur lutte et en allant les voir.

Correspondance ■

● Toulon : une victoire

La grève commence le lundi 5 février : quatre Tunisiens et un Français. Au début tout va très vite, dès le premier jour un commissaire chef du service des Immigrés vient négocier. Le lendemain le sous-préfet reçoit une délégation du comité de soutien et octroie un permis de séjour d'un mois à chaque travailleur ; un cinquième Tunisien se joint au mouvement qui continue.

Le mercredi une délégation est reçue par un responsable de l'Agence nationale pour l'emploi qui déclare qu'il sera facile de leur trouver du travail étant donné le nombre important d'employeurs de la région recherchant des manœuvres, mais qu'il ne peut rien faire tant qu'il n'aura pas d'ordre de la Préfecture. Le lendemain il dit tout le contraire.

Pendant ce temps le comité de soutien popularise cette lutte en intervenant sur les marchés, dans les entreprises, les lycées et les quartiers. En quatre jours plus de 3000 F sont collectés.

Lundi 12 février, huitième jour de grève de la faim, trois cents personnes manifestent dans les rues de Toulon derrière des banderoles en arabe et en français réclamant la carte de travail pour nos camarades tunisiens et l'abrogation de la « circulaire Fontanet ». Le mercredi, cinq emplois sont trouvés par des membres du comité de soutien. Et le vendredi 16 février les cinq grévistes de la faim obtiennent leur carte de travail. ■

le régime au banc des accusés

Achille Peretti contre Serge Mallet. Un procès accablant pour le diffamé. Un procès politique où à travers le président de l'Assemblée nationale, c'est le régime lui-même qui était mis en cause publiquement.

« Briser la règle du secret était notre intention », affirme d'emblée Serge Mallet devant le tribunal. « Ce procès, je l'ai cherché systématiquement. Il fallait que la lumière soit faite sur la manière dont les puissances politico-financières abusent de leur pouvoir et utilisent l'administration pour sacrifier l'intérêt public à l'intérêt privé du grand capital ».

A cet égard le cas de la Défense, la transformation d'un projet social en paradis de la spéculation immobilière est un exemple type. Le rôle joué par M. Peretti et son confrère et excellent ami, M. Ceccaldi-Raynaud, démontre jusqu'où on peut aller dans un système où tout est sacrifié au profit. Tous les moyens sont bons : depuis les tracasseries administratives, le chantage le plus odieux, jusqu'à l'utilisation des armes.

C'est justement une tuerie — la fusillade de Puteaux et son tragique bilan : un mort et huit blessés — qui devait être le point de départ de la constitution du comité anti-mafia autour de Serge Mallet. Ce dernier devait découvrir au cours de son enquête que cette rixe électorale avait pour enjeu — au-delà de la conquête par Ceccaldi-Raynaud de la mairie de Puteaux — la mainmise par les spéculateurs immobiliers sur le secteur de la Défense. L'accusé devait pour prouver la véracité de ses affirmations répondre à trois exigences :

— Etablir la preuve des liens étroits existant entre Ceccaldi-Raynaud et Peretti.

— Retracer le réseau des relations que ces deux hommes entretenaient avec les groupes financiers qui exploitaient les terrains de la Défense.

— Démontrer la responsabilité de Peretti et de ses comparses dans la transformation du projet initial d'urbanisation de la Défense.

une douzaine de témoins... et des absents

Serge Mallet et son avocat Henri Leclerc avaient établi une liste impressionnante de témoins. Certains se sont abstenus tels MM. Chalandon, Marcillac et Lemmet. Le tribunal a pu néanmoins recevoir la déposition d'une douzaine de témoins. C'était amplement suffisant pour débiller les dessous d'une affaire décidément bien sordide.

Pour commencer deux dames fort convenables — nullement le genre à contester à la légère — ont exprimé leur indignation : elles avaient été expropriées en vertu d'un plan prévoyant la construction de logements sociaux

pour voir pousser un immeuble de luxueux bureaux !! Une seule exception : un étage de la nouvelle construction était habité par M. Lemmet et sa famille.

Mais qui était ce M. Lemmet ?

« Un pauvre type, déclare l'une d'elles. Un petit électricien sans envergure et bête par-dessus le marché, je me demande par quel mystère il est devenu propriétaire d'une quarantaine d'immeubles à l'avenue de Neuilly ? »

Ce médiocre petit électricien était aussi, selon certains, un maître chanteur. C'est ce que devait révéler le témoignage de Madame Martin qui rappela au tribunal que M. Lemmet avait été condamné à 4 mois de prison avec sursis pour l'avoir fait chanter.

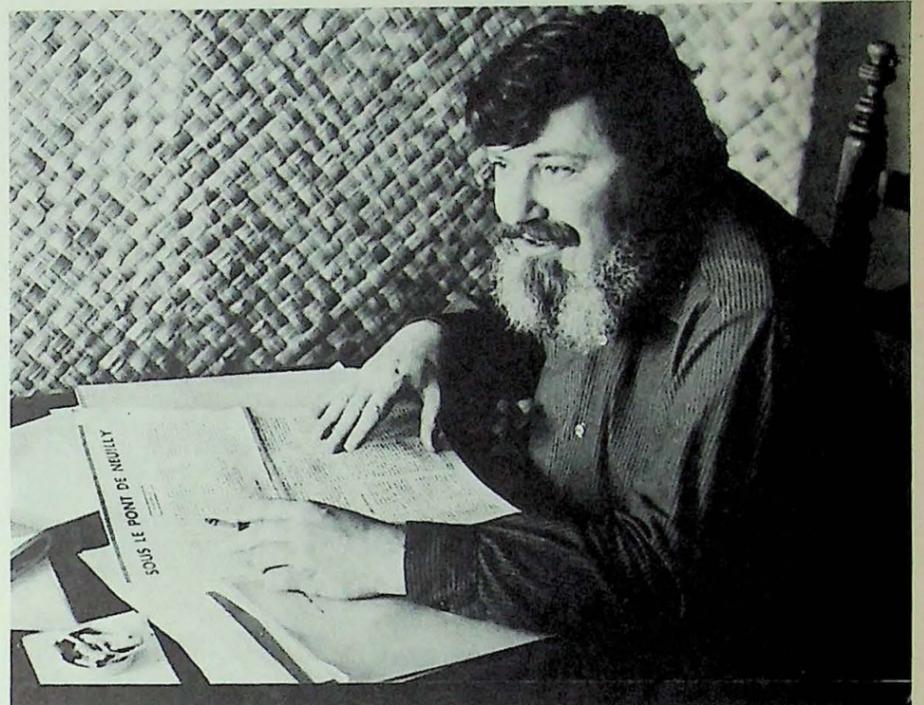
Autre victime du petit électricien : Pajot, un vieillard infirme, fonctionnaire à la mairie de Neuilly, venu témoigner sur sa chaise roulante.

Lui aussi a été menacé d'expulsion. Lemmet a racheté puis fait détruire l'immeuble qui se trouvait en face de celui où habite Pajot, empêchant ce dernier de chez eux, l'issue sur la rue se trouvant bloquée par les décombes.

Au lieu de partir, Pajot réunit les locataires qui voulaient protester à la mairie. Quelle ne fut leur surprise de découvrir que le cadastre avait été modifié pour dissimuler l'irrégularité de Lemmet. Décidément cet homme bénéficiait de sérieux appuis en haut lieu. Pajot devait d'ailleurs le découvrir à ses dépens. Car brusquement, il fut licencié sous un prétexte fallacieux.

Viennent ensuite des témoins plus discrets : M. Benedetti, ancien préfet honoraire de la Seine, le préfet Georges Autin, l'ancien président de l'EPAD (établissement public d'aménagement de la Défense), un architecte de la Défense qui confirmera qu'après l'arrivée d'Albin Chalandon au ministère de l'Équipement il avait été décidé de doubler la surface de bureaux du projet, enfin Georges Dardel, ancien maire de Puteaux qui expliqua comment Ceccaldi-Raynaud et Peretti l'avaient contraint à démissionner une première fois.

Cependant, c'est le témoignage de Madame Buf qui devait faire la lumière sur l'éviction politique de Dardel et établir d'une manière accablante la complicité de Peretti et Ceccaldi-Raynaud dans cette affaire. Madame Buf raconte son histoire d'une voix mal assurée — visiblement en proie à une peur sourde. Un ancien emploi de secrétaire lui avait permis d'entrer en possession d'un dossier compromettant pour Dardel. Plus tard, lorsque son mari fera faillite et qu'ils se trouveront tous deux dans une situation financière désespérée, elle reprendra



SERGE MALLET.

un autre emploi. Son nouveau patron apprend qu'elle dispose de ce dossier. Il lui signifie que cela pourrait intéresser certaines personnes susceptibles de lui venir en aide si elle consentait à leur confier ces fameux documents. Et c'est ainsi que Madame Buf est entrée en relation avec MM. Peretti et Ceccaldi-Raynaud par l'intermédiaire, affirme-t-elle, de Raymond Marcillac. Les deux maires lui ont demandé de faire chanter Dardel. Il fallait le forcer à se retirer de la compétition électorale pour laisser le champ libre à Ceccaldi-Raynaud. Quand on sait que le premier geste de ce dernier en accédant à ses fonctions de maire, a été de vendre à l'EPAD des terrains que Ceccaldi-Raynaud. Quand on sait que le premier geste de ce dernier en accédant à ses fonctions de maire, a été de vendre à l'EPAD des terrains que Ceccaldi-Raynaud. Quand on sait que le premier geste de ce dernier en accédant à ses fonctions de maire, a été de vendre à l'EPAD des terrains que Ceccaldi-Raynaud.

un "homme du monde"

Mais Dardel résiste. Madame Buf dont la mission a échoué est abandonnée à son triste sort. On décida alors d'employer les grands moyens. Et c'est la fusillade de Puteaux.

Enfin le clou du procès : le témoignage de Jean-Marc Vernes, président directeur général de la banque Vernes et conseiller municipal de Neuilly. Arrogant et colérique, il tente de démentir l'existence de liens étroits entre Peretti et sa banque et la participation de cet établissement dans le secteur de la Défense. Devant l'insistance de M^{re} Leclerc de lui faire admettre que Peretti est pour lui davantage qu'un simple client, Vernes l'apostrophe vivement et l'injurie même.

Pourquoi cet « homme du monde », rompu aux usages de la « bonne éducation » s'est-il emporté de la sorte sinon parce que cette affaire lui tenait

particulièrement à cœur (ou plutôt au portefeuille) ?

Cependant, les avocats de Peretti, M^{re} Gilbert Heiszeman et le bâtonnier Bondoux ne se laissèrent pas convaincre par la déposition des témoins. Leur rôle ne consistait-il pas à laver l'honneur de M. Peretti ? Ils entreprirent de le faire, tirant profit de l'ambiguïté inhérente au jargon et à la coutume juridiques.

Le bâtonnier Bondoux, avocat de Renault (dans l'affaire Tramoni) et de Marcellin, était particulièrement à l'aise pour défendre Peretti.

Mais Henri Leclerc ne devait pas se laisser démonter. Brillante plaidoirie par sa rigueur et son indéniable accent de vérité. L'avocat de la défense prit point par point les propos prétendument diffamatoires de Serge Mallet pour en démontrer la justesse. Les témoignages ne laissent en définitive aucun doute sur les liens entre MM. Peretti et Ceccaldi-Raynaud. Leclerc en fournira des preuves supplémentaires. Le rôle des deux maires dans la transformation d'un projet social en un projet rentable est clair. « Il est intéressant de souligner à cet égard, dit Leclerc, la nécessité pour les puissances politiques nationales de s'implanter sur le plan local afin de maîtriser les mécanismes de la décision et du marché à tous les niveaux. » Il n'est pas bon que cette étroite interdépendance du pouvoir politique et du pouvoir économique soit trop voyante.

C'est ainsi que l'on est amené lorsqu'on s'appelle Peretti ou Ceccaldi-Raynaud à utiliser des hommes de paille.

Le jugement sera rendu le 6 mars. Quel qu'il soit, Serge Mallet et nous avec lui, continuerons de dire la vérité. Le tribunal aura-t-il le courage de tirer les conclusions qui s'imposent, quitte à entacher l'honneur d'un puissant du régime ?

Gabrielle RICHET ■

Les classes moyennes vont au Paradis...

Madame Brigitte Gros devait s'ennuyer dans l'entourage doré et sophistiqué de son frère, plus connu sous le nom de Jean-Jacques Servan-Schreiber. Aussi un jour décida-t-elle, comme naguère Marie-Antoinette se fit construire à Trianon un hameau pour jouer à la bergère, d'aller elle aussi garder des moutons sur les bords de la Seine. Et c'est ainsi que Brigitte Gros devint maire de Meulan et conseiller général d'Aubergenville, dans les Yvelines.

Sous le titre les Paradisiennes, elle vient de consigner dans un livre son expérience d'élue locale. C'est parfois étonnant : on ne sait pas trop si la naïveté est réelle ou factice. Une de ses premières initiatives fut de faire construire des logements, le grand ensemble de Meulan-Paradis. Elle décrit par le menu les difficultés qu'elle a rencontrées pour obtenir le terrain, les démarches entre la préfecture et les services du district de M. Delouvrier, le promoteur qui ne respecte pas ses engagements sur les accès et les équipements collectifs (elle tenait tant à son café, Madame Brigitte Gros, mais le promoteur lui, croyait que ce n'était pas rentable).

Et le reste à l'avenant. Mais chaque fois qu'elle énumère

ses déboires, pas question d'incriminer les mécanismes économiques, la spéculation foncière : connais pas, il n'y a que



BRIGITTE GROS.

de méchants hommes et des technocrates inhumains dans des administrations aveugles... Et si par hasard on trouve sous sa plume l'expression « municipalisation des sols », c'est pour condamner cette horrible manifestation du collectivisme (hou ! faites-moi peur !).

Comment s'étonner dès lors que la cité de Paradis ne soit qu'une enfer pavé des

bonnes intentions (inopérantes) de Madame le Maire ? Enfer pour les femmes qui y passent la journée, seules dans le béton et l'ennui, qui cherchent n'importe quel travail pour s'en évader. Et Madame Brigitte Gros a encore des progrès à faire pour gagner son Paradis — même celui des réformateurs...

Jean-François Merle

MAIS VERS OU ?

● ELLE COURT, ELLE COURT, LA BANLIEUE, film français de Gérard Pirès.

D'après le premier livre de Brigitte Gros, *Quatre heures de transport par jour*. L'enfer du métro-boulot-dodo. Un jeune couple vient d'acheter un appartement en grande banlieue et fait l'expérience de la vie des grands ensembles. La course jusqu'au bus, du bus au train, du train au métro, du métro au boulot et retour. Cinq jours sur sept. Pendant des années. Et le week-end ? Il reste tout le travail ménager accumulé pendant la semaine. Même pas moyen de dormir : puisque tout l'immeuble est en bas sur le parking en train d'astiquer la bagnole qui va servir au rodéo dominical. Et puis c'est le jour des démarcheurs qui viennent vous refileur du vrai faux rustique

— tout un studio ! Et ni le goût, ni les moyens de sortir : pas d'autres distractions que le shopping au centre commercial. Pas de cinémas, pas de lieux de rencontres : bien sûr des bandes de jeunes errent entre les blocs de béton à la recherche d'emmerdements à causer à une société qui le leur rend bien.

Une vie cloisonnée, inepite, éreintante : on retrouve dans ce film tous les arguments qui ont fait le succès des campagnes sur les transports (*On vous roule...*) ou qui poussent à la révolte les habitants des grands ensembles.

Il est dommage toutefois qu'un certain comique forcé nuise à la force des idées, et qu'à force de vouloir nous faire en rire, Gérard Pirès oublie qu'il y a souvent de quoi en pleurer...

J.-F. M.

PRESSE

Un Monde...

Mon dernier article intitulé « Pifométrie » comportait quelques « piques » destinées à certains rédacteurs du journal « Le Monde ». Plusieurs de mes amis, qui travaillent dans ce noble quotidien, s'en sont émus, cependant que certains de mes correspondants s'en sont (trop) bruyamment félicités, me faisant dire ce que je n'avais pas dit. Qu'on me permette donc de préciser brièvement ma pensée.

Je suis un fidèle du « Monde », dont la lecture quotidienne m'est devenue même indispensable, je dirai « naturelle ». C'est que je trouve « Le Monde » bien fait, et qu'il ne me paraît pas prendre ses lecteurs pour des imbéciles, fait rarissime dans la presse mondiale. Sa surface rédactionnelle lui permet d'être beaucoup plus complet que tout autre ; la qualité d'un grand nombre de ses collaborateurs permet une approche sérieuse et souvent approfondie des événements contemporains. Tout cela a conféré au « Monde » l'image justifiée d'une véritable institution dans le système politique français. C'est un premier point.

Par ailleurs, les différents journalistes et chefs de rubrique du « Monde » ont des opinions politiques, et cela est bien naturel. Cela se traduit dans leurs articles, et cela est aussi tout à fait naturel : quel intérêt pourrait-on attacher à un journal qui se contenterait d'accrocher des dépêches d'agence brutes ? Il est clair que si par exemple j'attache quelque crédit à telle correspondance des Etats-Unis ou à telle analyse sur la Chine, c'est notamment parce que, depuis plusieurs années, j'ai appris, comme lecteur, à apprécier le jugement politique de leurs auteurs.

Les différentes rubriques du « Monde » ne sont donc pas neutres, et, encore une fois, cela est normal, c'est même heureux. Mais, du coup, « Le Monde » aurait tort de ne se placer que du point de vue d'une « institution », et de s'offusquer que quelques-uns ne soient pas d'accord avec la façon dont s'expriment dans ses colonnes certaines opinions politiques. Je ne donnerai que quelques exemples récents.

Cela me paraît être le droit le plus strict de Raymond Barrillon d'être depuis longtemps fidèle aux options politiques de F. Mitterrand ; par bien des côtés, il me semble même que cette fidélité l'honore. De même, Thierry Pfister, qui fut un des responsables des étudiants socialistes, ne saurait être attaqué du fait qu'il reste fidèle à ses idées. Mais si je ne discute absolument pas aux journalistes du « Monde », au nom d'une prétendue et impossible « objectivité », leur droit à écrire des commentaires orientés, il me semble que, du même coup, cela rend nécessaire la discussion de leurs commentaires et prises de position — quand, par exemple, un article est évidemment critique envers le P.S.U., pourquoi le P.S.U. ne pourrait-il pas riposter ? quand « Le Monde » fait silence sur certains événements — tel meeting national à la Mutualité, tel colloque national sur l'autogestion — pourquoi ne pas relever son silence ? C'est même, je le crois, la seule façon d'aider « Le Monde » à se regarder tel qu'il est et éventuellement à rectifier ses erreurs : ainsi, alors que J. Favet avait décidé de ne pas publier le tract du docteur Carpentier, il a fallu que la campagne suscitée à partir de ce tract soit assez importante, et la pression sur « Le Monde » assez intense pour

que le journal finisse, malgré les réticences de son « patron », par publier le texte du tract. Avec un « chapeau » révélateur, reconnaissant que « les controverses deviennent à la longue incompréhensibles si l'on continue d'ignorer le tract qui en est l'objet. C'est pourquoi nous nous décidons à le publier. » Je pense donc qu'il faut savoir contester « Le Monde », et le faire précisément dans la mesure où c'est par ailleurs un journal mieux fait et plus utile que les autres. Je sais aussi qu'en privé, bien des journalistes de la rue des Italiens sont d'accord avec cette analyse. Mais alors, pourquoi s'émouvoir ainsi du fait qu'« on attaque Le Monde » ? Pourquoi annuler la participation d'un membre de la rédaction à un débat de la revue « Esprit », sous prétexte qu'elle s'en est pris, sur un point particulier, à une rubrique du « Monde » ? Pourquoi cette pratique dite du « frigidaire », qui consiste à ne plus citer pendant un certain temps dans la revue de presse un confrère qui s'est rendu coupable de lèse-« Monde », comme cela arriva l'année dernière à « Politique-Hebdo » ?

Oui, pourquoi se prévaloir des attributs d'une institution incolore alors qu'on défend des opinions politiques, pourquoi faire comme si l'on était un pur organe d'information alors qu'on est — et tant mieux — un journal d'opinion ?

Cela dit, difficiles amis du « Monde », faut-il le préciser, si mes remarques ont atteint le niveau qui justifierait une mise au frigidaire, celles-ci n'engagent pas collectivement « Tribune Socialiste », mais l'individu que vous connaissez et qui signe...

Gilbert HERCET ■

REGARDS POLITIQUES

■ ELLE COURT, ELLE COURT LA BANLIEUE, fr., de Gérard Pirès. - Dans « T.S. » cette semaine.

■ FLESH, amér., d'Andrew Warhol. - Le monde souterrain de New York, drogués, prostitués, homosexuels : à force de les suivre avec complaisance, le film évite de poser les rapports avec la société qui les entoure.

■ TRAITEMENT DE CHOC, fr., d'Alain Jessua, avec Alain Delon et Annie Girardot. - Une allégorie politique trop allégorique pour être vraiment politique : les travailleurs immigrés, substance nourrissante de notre société.

■ ETAT DE SIEGE, fr., de Costa-Gavras, avec Yves Montand. - A travers le cas précis de l'Uruguay et des Tupamaros, le dossier de la lutte anti-impérialiste en Amérique latine. (Dans « T.S. » n° 537).

■ NOUS SOMMES TOUS EN LIBERTE PROVISOIRE, ital., de Damiano Damiani. - Un bourgeois confronté à l'enfer des prisons, à « l'intolérable », peut-il quand même oublier ? (Cf. « T.S. » n° 561.)

■ LE DERNIER TANGO A PARIS, ital., de Bernardo Bertolucci, avec Marlon Brando. - Il ne suffit pas d'aller jusqu'au fond de sa névrose pour se libérer. (Dans TS n° 660.)

■ LES CONTES DE CANTERBURY, ital., de Pier Paolo Pasolini. - Sous prétexte d'un voyage dans le Moyen Age de Chaucer, un voyage dans le monde des obsessions de Pasolini. (Dans TS n° 559.)

■ FAMILY LIFE, angl., de Ken Loach. - Deux institutions, la famille et la psychiatrie, comme deux gendarmes pour surveiller Janice. A voir absolument (Dans TS n° 558.)

■ PSAUME ROUGE, hongr., de Miklos Jancso. - Hymne au refus et à l'insoumission dans la Hongrie de la fin du XIX siècle... (Cf TS n° 557.)

■ FRITZ THE CAT, dessin animé de Bashki. (Dans TS n° 556.)

■ LE PARRAIN, amér., avec Marlon Brando. - La camera centrée sur la mafia, mais le reste ? (Dans TS n° 553.)

■ LE CHARME DISCRET DE LA BOURGEOISIE, fr., de Luis Bunuel. Où l'on comprend pourquoi une société « policée » est aussi un monde policier. (Cf TS n° 548.)

■ ORANGE MECANIQUE, angl. - Une dénonciation de la jeunesse assoiffée de violence, selon la presse. En fait, deux tiers du film dénoncent les méthodes de rééducation pénitentiaire...

CINÉMA 73

D.W. GRIFFITH
LE CINEMA NORVEGIEN
CINEMA ET LANGAGE

★
ENTRETIENS AVEC VOLKER
SCHLOENDORFF ET
ALAIN JESSUA

★
LES GRANDS OPERATEURS
HENRI ALEKAN
ET TOUTE L'ACTUALITE
DU MOIS

★
15, rue Ordener, Paris 18^e - 4 F

théâtre national
14 février mise en scène
8 avril guy rétoré
shakespeare

macbeth

17 rue malte-brun-paris 20
m° gambetta-tel-636-79 09

DES SOUS!

DES SOUS!

DES SOUS!



— C'est le bureau national du PSU qui manifeste.

C'est pourtant simple : 20F par lecteur de T.S. - pourtant pas le diable - à envoyer de suite, pour la souscription des législatives.

Et aussi parce que, vous le savez bien, c'est au lendemain du 11 mars que nous devons avoir les moyens d'affronter l'événement politique.

C'est simple, mais tout dépend de vous.

Et il y a encore un gros effort à faire. D'urgence.

Fédération : Nom : Adresse : Somme recueillie : par : Section : Profession	<p><i>Parce que vous êtes d'accord avec eux, ou tout simplement parce que vous estimez qu'ils ont droit à la parole, je vous demande d'aider les candidats du P.S.U. à le faire les porte-parole du socialisme autogestionnaire. Et d'avance, je vous remercie de votre geste.</i></p> <p><i>M. Rocard</i></p> <p>MICHEL ROCARD - Secrétaire National</p>	 <p>pour le PSU (signature du collecteur)</p>	<p>souscription • législatives • 73 •</p> <p>REÇU LA SOMME DE de M _____</p> <p> 9 rue Borromée Paris 15 CCP-PARIS- 14.020.44</p>		<p>OBJECTIF 400 000 F</p> <p>N'attendez pas qu'un bon semblable à celui-ci vous soit présenté pour verser à la souscription (CCP Paris 14.020.44). Découpez celui-ci et retournez-le 9, rue Borromée, Paris (15^e). Vous pouvez également commander des carnets.</p>
---	---	---	--	---	--